République du Sénégal
Un Peuple-Un But-Une Foi
Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural
Société de Développement Agricole et Industriel
Projet d'Amélioration de la Productivité Agricole et de la Sécurité Alimentaire dans le Tiers Sud du Sénégal

SODAGRI

Projet 1/3 Sud
Bey Daare
PROJET TIERS SUD-BEY DAARE

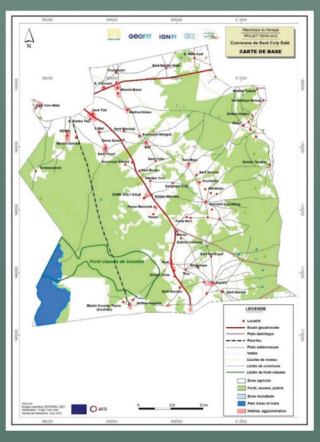
COMMUNE DE SARE COLY SALLE

RAPPORT FINAL

PLAN D'OCCUPATION ET D'AFFECTATION DES SOLS (POAS)

Par le groupement IGNFI/GEOFIT/OCC





Région Kolda
Département Vélingara
Commune Saré Colly Sallé

AFD Agence Française de Développement
GEOFIT IGNFI Groupe OCC

Rapport réalisé avec l’appui technique et financier du Projet Tiers Sud (PTS).
Délibéré et adopté par le Conseil Municipal le 25 Mars 2022.

Novembre 2021.

TABLES DES MATIÈRES

1. Introduction générale 8

2. Objectifs de l'élaboration du POAS 10

3. Approche méthodologique et organisation de la démarche de concertation 12

4. Première partie : Présentation de la commune 14

5. Deuxième partie : Diagnostic de l'occupation du sol 26

6. Recommandations issues du bilan diagnostic 46

7. Troisième partie : orientations d'aménagement et de développement territorial 48

8. La Stratégie de mise en œuvre du POAS 56

9. Annexes 62

TABLE DES ILLUSTRATIONS

LISTE DES CARTES

Carte 1 : carte de base de la Commune de Saré Coly Sallé 15
Carte 2 : Zonage de la commune de Saré Coly Sallé 16
Carte 3 : carte d'occupation du sol de la commune de Saré Coly Sallé 26
Carte 4 : Zonage de la commune en unités de vocations 49
Carte 5 : Carte de vocations de la zone de Madina Diallo 63
Carte 6 : Carte de vocations de la zone de Saré Coly Sallé 63
Carte 7 : Carte de vocations de la zone de Thiéyel Farim 64

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Évolution des températures annuelles 18
Figure 2 : Évolution des précipitations de 2016 à 2019 19
Figure 3 : Evolution de la population de 2013 à 2021 22
Figure 4 : Pyramide des âges de la commune en 2013 23
Figure 5 : Le profil de l'occupation du sol de commune 28
Figure 6 : Evolution des superficies des zones agricoles de 1990 à 2021 30
Figure 7 : Evolution tendancielle des zones de cultures de 1990 à 2021 30
Figure 8 : La composition du cheptel de la commune 32

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Répartition de la population par zone et par village 16
Tableau 2 : Répartition des formations forestières par strate 20
Tableau 3 : Type d'eau de surface et leurs superficies 21
Tableau 4 : les statistiques de l'occupation du sol de la commune de Saré Coly Sallé 27
Tableau 5 : Type d'agriculture pratiquée dans la commune 29
Tableau 6 : Situation de l'évolution tendancielle des zones de cultures pluviales de 1980 à 2021 29
Tableau 7 : Effectifs du cheptel recensé dans la Commune de Saré Coly Sallé 32
Tableau 8 : répartition des infrastructures hydraulique par zone 33
Tableau 9 : Répartition des infrastructures sanitaires par zone 33
Tableau 10 : Répartition des infrastructures scolaires par zone 34
Tableau 11 : Répartition des infrastructures économiques par zone 35

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

ACEP :	Alliance de Crédit et d'Épargne pour la Production
ANCAR :	Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural
ANPEJ :	Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes
ARD :	Agence Régionale de Développement
ASC :	Association Sportive et Culturelle
AVEC :	Association d'Épargne Villageoise
CADL :	Centre d'Appui au Développement Local
CARITAS :	Organisation caritative catholique
CAURIE :	Coopérative Autonome pour le Renforcement des Initiatives Économiques par la Microfinance
CDI :	Charte du Domaine Irrigué
CEP	MINELPA : Cellule de Planification du Ministère de l'Élevage et de la Production Animale
CFP :	Centre de Formation Professionnelle
CL :	Collectivité Locale
CMS :	Crédit Mutuel du Sénégal
CRS :	Catholic Relief Services
DER :	Délégation à l'Entreprenariat Rapide
FAI :	Fonds d'Appui Intercommunautaire
FODDE :	Forum pour un Développement Durable Endogène
GAF :	Formation en Gestion Administrative et financière
GERM :	Formation en Gestion d'Entreprise
GIE :	Groupement d'Intérêt Economique
GPF :	Groupement de Promotion Féminine
OCB :	Organisation Communautaire de Base
PDC :	Plan de Développement Communal
MPP :	Mesure de Performance Publique
OIM :	Organisation Internationale pour les Migrations
PADAER :	Programme d'Appui au Développement des Emplois Ruraux
POAS :	Plan d'Occupation et d'Affectation des Sols
PACASEN :	Programme d'Appui aux Communes et aux Agglomérations du Sénégal
PIA :	Plan d'Investissement Annuel
PUDC :	Programme d'Urgence de Développement Communautaire
PUMA :	Programme d'Urgence de Modernisation des Axes et Territoires Frontaliers
SODAGRI :	Société de Développement Agricole et Industriel du Sénégal
SODEFITEX :	Société de Développement et des Fibres Textiles
UNFPA :	Fonds des Nations Unies pour la Population
VSF :	Vétérinaire Sans Frontière

1

INTRODUCTION GÉNÉRALE

1. INTRODUCTION GÉNÉRALE

La loi n° 2013-10 du 28 Décembre 2013 a érigé les anciennes communautés rurales en communes de plein exercice, dotée de neuf domaines de compétence dont l'Aménagement du Territoire.
L'élaboration du Plan d'Occupation et d'Affectation du sol (POAS), cadre de référence pour la programmation et la coordination des initiatives de développement territorial, est désormais dévolue au Commune.
A l'image de l'ensemble des autres Communautés, nouvellement érigées en communes, à la faveur de l'acte 3 de la décentralisation, celles de Saré Coly Sallé ne dispose pas de Plan d'Occupation et d'Affectation du sol (POAS).
C'est dans le but de combler ce vide que la SODAGRI, à travers le Projet Tiers Sud, saisissant l'opportunité offerte par l'Agence Française de Développement (AFD) et L'union Européenne (UE), a soutenu le conseil municipal pour mettre en œuvre un processus participatif et inclusif de diagnostic du territoire et de formulation d'orientations stratégiques pour un meilleur aménagement et un développement territorial harmonieux et durable de la Commune de Saré Coly Sallé.
Le présent document traduit les résultats de ce processus plus ou moins long. Il constitue donc le Plan d'Occupation et d'Affectation du sol (POAS). Il comprend trois (3) grandes parties :

❖ **Le Diagnostic territorial de la commune de Saré coly Sallé qui met l'accent sur :**
- La mise en situation de la commune, en dressant son portrait actuel, notamment en ce qui a trait à la complémentarité de son territoire avec celui du département et les préoccupations qui en résultent en termes d'implications géo spatiales, économiques et sociales ;
- La Population, la démographie et le capital humain de la commune, en analysant les statistiques y relatives, pour en identifier les déterminants des dynamiques impliquées ;
- La gestion de l'occupation de l'espace, en mettant en relief l'organisation des différents usages dans l'espace communal ; les disponibilités spatiales pour les futures actions de développement nécessaires à la satisfaction des besoins dynamiques de la population en croissance, les rapports d'équilibre entre besoins d'urbanisation, d'une part, et le maintien de la ruralité (occupations socioéconomiques rurales) et les espaces naturels, d'autre part.

❖ **Les Orientations d'aménagement et de développement territorial de la commune qui s'articulent autour de :**
- La définition d'une vision et des objectifs stratégiques d'aménagement et de développement territorial de Saré Coly Sallé ;
- Les axes stratégiques d'aménagement et de développement territorial de la commune, articulés autour des orientations à mettre en œuvre pour le développement à la fois du capital humain et de l'économie locale, sous-tendus par un cadre de gouvernance approprié ;
- Le système de mise en œuvre du Plan d'Occupation et d'Affectation du sol (POAS), à travers :
- Les Principes directeurs de la mise en œuvre du POAS
- Le Dispositif institutionnel de pilotage du POAS : i) Arrangements institutionnels et ii) Rôles et responsabilités des acteurs du POAS
- Les Instruments de mise en œuvre du POAS : i) instruments communaux (Plan de Développement communal (PDC), les Convention locales, les plans d'Aménagement et Gestion des Forêts (PAG), la Charge du domaine Irrigué Aménagé (CDIA) et le Cadre de Suivi Evaluation) ; ii) les instruments sectoriels ; et iii) le financement

2

OBJECTIFS DE L'ÉLABORATION DU POAS

2. OBJECTIFS DE L'ÉLABORATION DU POAS

2.1 Objectif global

Il s'agit de doter la commune d'un outil pertinent pour une gouvernance éclairée du territoire communal. En effet, le POAS doit permettre aux acteurs communaux de disposer d'une meilleure connaissance du territoire, à travers un diagnostic approfondi de sa structure et de son fonctionnement à tout point de vu. Ensuite, se fondant sur cette meilleure connaissance du territoire, le POAS décline une option d'aménagement du territoire orientée vers une gestion rationnelle de son espace dans le but de satisfaire au mieux les besoins actuels des populations et ceux des futures générations.

2.1.1 Objectifs intermédiaires du processus d'élaboration du PAOS

Ils sont articulés comme suit :

- faire l'état des lieux du territoire communal ;
- définir des orientations d'aménagement et de développement territorial de la commune;
- décliner le système de mise en œuvre du POAS.

3

APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE ET ORGANISATION DE LA DÉMARCHE DE CONCERTATION

3. APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE ET ORGANISATION DE LA DÉMARCHE DE CONCERTATION

L'approche d'élaboration du POAS a été participative, en se basant sur des fondements d'inclusion de l'ensemble des groupes d'acteurs, mais également en valorisant l'ensemble des travaux antérieurs et les données statistiques sur les différents indicateurs relatifs à la situation socioéconomique de la commune.
Du point de vue de la démarche méthodologique, le processus d'élaboration a été itératif (ayant permis d'interroger et d'ajuster si besoin les produits de chacune des étapes successives) :

i. **Mise en place du cadre institutionnel :** Au démarrage du processus, le Conseil municipal a mis en place, par délibération, une commission de planification élargie (CPE), chargée de conduire le processus d'élaboration de son POAS.
ii. **Atelier communal de lancement :** tenu en juin 2021, il a permis d'informer et d'échanger avec les divers groupes d'acteurs communaux sur la problématique de l'aménagement du territoire dans la commune, les compétences transférées en matière d'Aménagement du Territoire et de dégager quelques éléments de diagnostic. Cet atelier de lancement a été l'occasion pour demander au Maire de mettre en place un comité technique restreint qui par la suite a travaillé avec l'équipe de l'Opérateur.
iii. **Etudes thématiques :** elles ont été réalisées à travers une revue documentaire et des entretiens auprès de différents acteurs de l'ensemble des villages de la commune.
iv. **Synthèse et élaboration du bilan diagnostic et des orientations :** Elle constitue un agencement de l'ensemble des produits des phases antérieures, organisant et structurant les éléments saillants suffisamment illustratifs de la situation de l'aménagement du territoire de la commune et les orientations pertinentes pour apporter des solutions appropriées aux problèmes identifiés.
v. Phase collecte des informations
vi. **Ateliers de présentation au niveau zonal :** ils se sont déroulés dans les zones, et ont permis de présenter le bilan de l'occupation du sol à travers les cartes, les orientations et de recueillir les observations et recommandations, mais aussi des compléments d'informations (notamment celles spécifiques à chaque zone).
vii. **Synthèse ateliers et rédaction projet de POAS :** il s'agit d'un exercice rigoureux d'analyse et de présentation des différentes informations, qui a permis à l'équipe de l'Opérateur d'élaborer le document de POAS.
viii. **L'atelier régional de partage et validation technique :** il s'agit d'un moment de partage du document avec l'ensemble des services techniques concernés, dans le but d'avoir leurs remarques et contributions sur la démarche et le contenu.
ix. **Atelier communal de restitution/validation :** il s'agit d'un moment ultime de partage avec tous les groupes d'acteurs impliqués dans le processus et d'adoption du POAS par le Conseil Municipal.
x. **Rédaction rapport finalisé :** Il s'agit du document final de POAS, qui intègre les différents points d'amélioration indexés lors de l'atelier communal de validation.

4

PREMIÈRE PARTIE : PRÉSENTATION DE LA COMMUNE

4.1 La Situation géographique **14**
4.2 Organisation du territoire communal en zone **16**
4.3 Les caractéristiques physiques **18**
4.3.1 Le relief 18
4.3.2 Le climat 18
4.3.3 Les formations forestières 18
4.3.4 Les ressources fauniques 19
4.3.5 Les ressources en sol 20
4.3.6 Les ressources en eau du site. 21
4.4 Aspects démographiques et établissements humains **22**
4.4.1 Analyse de l'évolution de la population de 2013 à 2021 22
4.4.2 Analyse de structure par sexe et âge 22

4. PREMIÈRE PARTIE : PRÉSENTATION DE LA COMMUNE

4.1 La Situation géographique

La Commune de Saré Coly Sallé est située dans l'Arrondissement du même nom, dans le département de Vélingara, région de Kolda. La commune couvre une superficie de 337,62km² sur les 1 405 km² que compte l'Arrondissement (soit 22, 70 % de la superficie de l'Arrondissement) (source Enquêtes POAS, 2021).

Elle est limitée :

- Au Nord par la Commune de Némataba et la Commune de Vélingara ;
- Au Sud par la Commune de Kandiaye ;
- Au Nord-Est par la Commune Sinthiang Koundara ;
- À l'Est par la Commune de Bonconto ;
- A l'Ouest par la Commune de Kandia ;
- Et au Sud-Ouest par la Commune de Diaobé Kabendou et la Commune de Médina Chérif de l'arrondissement de Mampatim.



Carte 1: carte de base de la Commune de Saré Coly Sallé

4.2 Organisation du territoire communal en zone

La commune de Saré Coly Sallé est divisée en trois zones d'animation pour une meilleure gestion efficace de l'espace. Ce découpage s'est fait sur la base d'un certain nombre de critères économiques et socioculturels. Dans ce processus, les zones demeurent un cadre de concertation participative et inclusive des acteurs de développement, des populations et des autorités locales. Depuis sa création, le zonage a facilité la tenue des ateliers de sensibilisation, de formation et d'animation durant l'élaboration des politiques de développement dans la commune. Il a permis d'organiser les populations pour une meilleure gestion des ressources naturelles et de l'environnement.

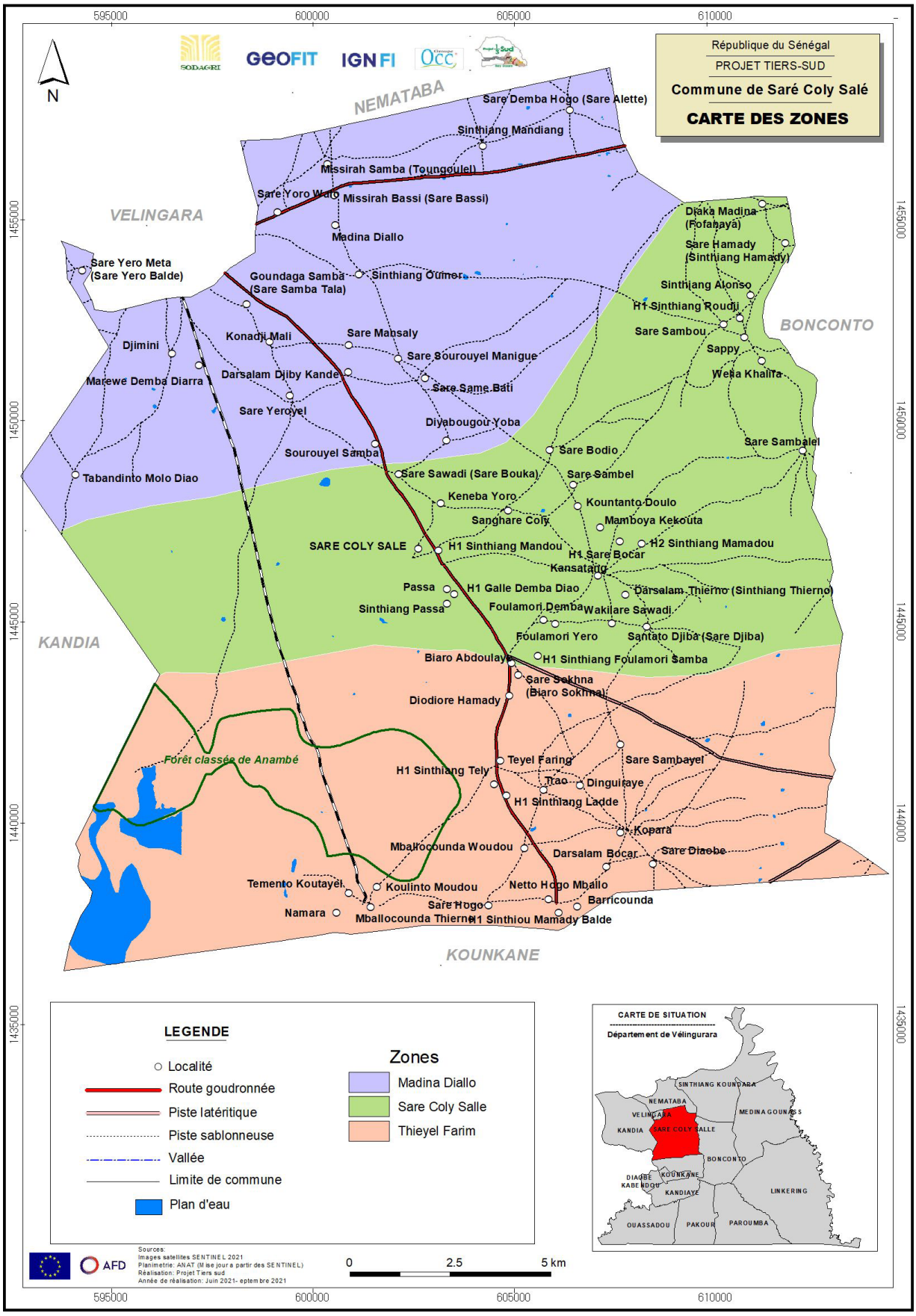
A l'échelle des trois zones, la population est ainsi repartie à travers ces unités administratives

Tableau 1 : Répartition de la population par zone et par village

Nom de la zone	Superficie	Ratio sup%	Nombre de villages	Population (hbts)	Ratio Pop %
MEDINA DIALO	10242,053	30	18	9038	31,78
SARE COLY SALLE	11813,633	35	28	12303	43,27
Teyel	11706,366	35	23	7095	24,95
Total	**33762,052**	**100**	**69**	**28436**	**100**

Source : Projet Tiers Sud 2021, Enquête POAS

- La zone de Saré Coly Sallé est située au centre de la commune. Elle compte 12303 habitants, soit un ratio de 43,27% de la population totale de la commune. Elle est caractérisée par une concentration des villages au centre et à l'Est. Elle polarise 28 villages (voir la liste des villages en annexe) .
- La zone de Médina Diallo est située au nord de la commune, elle compte 9038 habitants, soit un ratio de 31,78% de la population communale. Elle compte 18 villages (voir la liste des villages en annexe)
- La zone de Teyel est située au Sud de la commune. Elle compte 7095 habitants, soit un ratio de 24,95% de la population totale. Elle regroupe 23 villages (voir la liste des villages en annexe)


République du Sénégal
PROJET TIERS-SUD
Commune de Saré Coly Salé
CARTE DES ZONES
N
595000
600000
605000
610000
1455000
1450000
1445000
1440000
1435000
NEMATABA
VELINGARA
KANDIA
BONCONTO
KOUNKANE
SARE COLY SALE
Sare Demba Hogo (Sare Alette)
Sinthiang Mandiang
Missirah Samba (Toungoulel)
Sare Yoro Walo
Missirah Bassi (Sare Bassi)
Madina Diallo
Sare Yero Meta (Sare Yero Balde)
Goundaga Samba (Sare Samba Tala)
Sinthiang Oumar
Djimini
Konadji Mali
Sare Mansaly
Sare Sourouyel Manigue
Marewe Demba Diarra
Darsalam Djiby Kande
Sare Same Bati
Sare Yeroyel
Diyabougou Yoba
Sourouyel Samba
Tabandinto Molo Diao
Sare Bodio
Sare Sawadi (Sare Bouka)
Sare Sambel
Keneba Yoro
Kountanto Doulo
Sanghare Coly
Mamboya Kekouta
H1 Sinthiang Mandou
H2 Sinthiang Mamadou
H1 Sare Bocar
Kansatang
Passa
H1 Galle Demba Diao
Darsalam Thierno (Sinthiang Thierno)
Sinthiang Passa
Foulamori Demba
Wakilare Sawadi
Foulamori Yero
Santato Djiba (Sare Djiba)
Biaro Abdoulaye
H1 Sinthiang Foulamori Samba
Sare Sokhna (Biaro Sokhna)
Diodiore Hamady
Forêt classée de Anambé
H1 Sinthiang Tely
Teyel Faring
Sare Sambayel
Trao
Dinguiraye
H1 Sinthiang Ladde
Kopara
Mballocounda Woudou
Darsalam Bocar
Sare Diaobe
Temento Koutayel
Koulinto Moudou
Netto Hogo Mballo
Barricounda
Namara
Sare Hogo
Mballocounda Thierno
H1 Sinthiou Mamady Balde
Diaka Madina (Fofanaya)
Sare Hamady (Sinthiang Hamady)
Sinthiang Alonso
H1 Sinthiang Roudji
Sare Sambou
Sappy
Wela Khalifa
Sare Sambalel
LEGENDE
Localité
Route goudronnée
Piste latéritique
Piste sablonneuse
Vallée
Limite de commune
Plan d'eau
Zones
Madina Diallo
Sare Coly Salle
Thieyel Farim
CARTE DE SITUATION
Département de Vélingurara
SINTHIANG KOUNDARA
MEDINA GOUNASS
LINKERING
OUASSADOU
PAKOUR
PAROUMBA
KABEDOGU
KANDIAYE
DIAOBE
AFD
Sources:
Images satellites SENTINEL 2021
Planimetrie: ANAT (Mise jour a partir des SENTINEL)
Réalisation: Projet Tiers sud
Année de réalisation: Juin 2021- eptembre 2021
0
2.5
5 km

4.3 Les CARACTÉRISTIQUES physiques

4.3.1 Le relief

La Commune de Saré Coly sallé a un relief particulièrement plat, il est plus ou moins marqué par des plaines et quelques dépressions très peu prononcées. Sur des plateaux, des vallées peu profondes qui se forment en amont ou/et en aval contribuent à l'écoulement pendant la saison des pluies des eaux de surface et de ruissellement alimentant ainsi les nombreux points d'eau.

4.3.2 Le climat

Le climat relève du domaine sud-soudanien continental caractérisé par des précipitations annuelles entre 500 et 1500 mm

Le climat de la Commune est de type soudano-guinéen, faisant froid de novembre à février et chaud le reste de l'année.

4.3.2.1 Les températures

Les températures moyennes annuelles se situent entre 23,4° et 31,4 ° C avec tout de même des pointes de chaleur pouvant atteindre 40°C. Ces températures sont reparties sur les périodes de l'année :

- Une période de chaleur plus longue de sept à huit mois (mars - octobre) avec des variations de température très importantes. Elle débute progressivement de mars à mai avec une variation de la température très nette par rapport à la saison fraiche. Elle avoisine les 40° C au mois d'avril et mai annonçant ainsi la saison des pluies. Cette saison sèche exacerbe les effets de la sécheresse du fait d'une forte aridité allant à la fois des vents chauds et secs, une humidité quasi-nulle. Durant cette période de chaleur, une chute de température est observée entre le mois de juillet et septembre.
- une période froide qui débute au mois de novembre au mois de février avec des températures qui oscillent légèrement autour de 20° C et une chute très marquée de 14° c au mois de décembre.

L'amplitude thermique de la zone reste un peu élevée entre les mois de janvier à mai. (Voire figure)

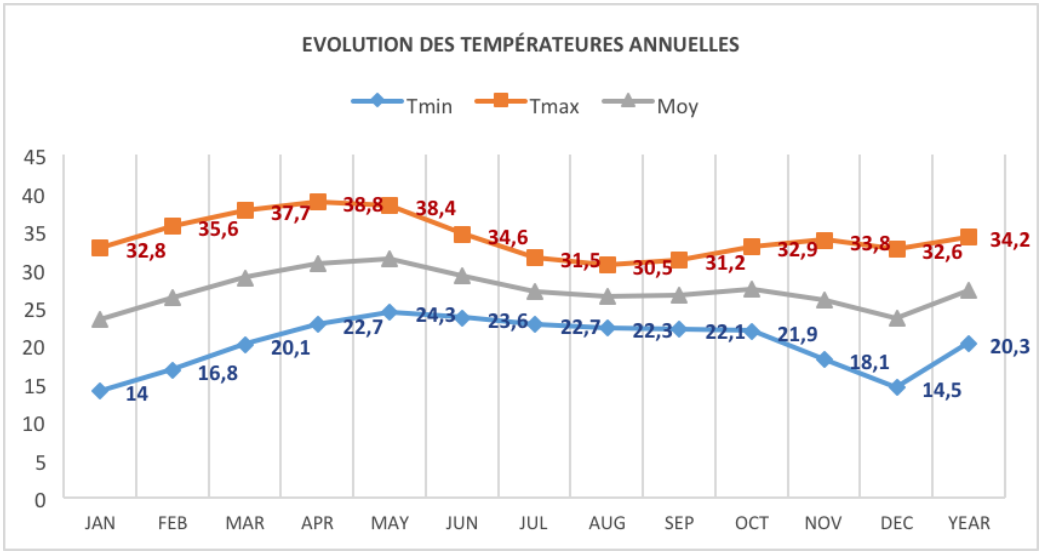


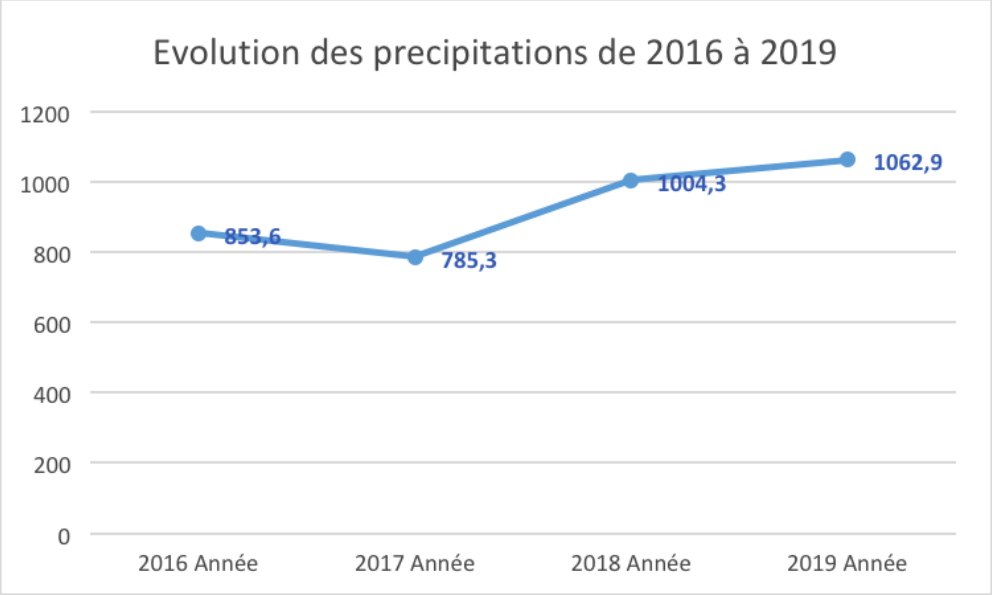
Figure 1 : Évolution des températures annuelles

Source : https://www.worldclim.org/

4.3.2.2 La pluviométrie

La commune de Saré Coly Sallé est marquée par une pluviométrie moyenne annuelle qui s'élève à 933 mm. Cette dernière est répartie sur 68 jours, avec des différences entre les mois et une évolution ascendante selon d'une année à une autre (voir figure ci-dessous).
C'est durant cette saison des pluies (juin- octobre) que se pratique l'agriculture, d'où sa forte dépendance à la pluviométrie.

Figure 2 : Évolution des précipitations de 2016 à 2019



Source : https://www.worldclim.org/

4.3.2.3 Les vents

Situe dans l'isohyète 900-1100 mm, la commune de Saré Coly Sallé rencontre deux types de vent dans l'année :

- L'Alizé continental ou harmattan, vent chaud et sec qui souffle pendant la saison sèche (de février, mars, Avril et une partie du mois de mai), son pouvoir hygrométrique est quasi nul ;
- La mousson, vent chaud et humide, qui annonce le début de l'hivernage avec une forte humidité de l'air apportant ainsi les pluies (de Mai à Octobre).

4.3.3 Les formations forestières

La végétation se caractérise par des formations de type guinéen et couvre une superficie de 17937,75 soit 53,13% de la superficie totale de la commune. Le couvert végétal riche et varié est dominé par la savane boisée plus vaste (48,0%), la forêt claire (16,9%), la savane arborée à arbustive (13,6%), la forêt dense (11,1%), la savane arbustive (10,2%), la forêt galerie (0,3%), et de la végétation éparse sur l'ensemble du territoire. (Voir figure ci-dessous)

Tableau 2 : Répartition des formations forestières par strate

Type de formation forestière	Superficies / Ha	Ratio%
Foret claire	3014,23	16,9
Forêt dense	1987,54	11,1
Foret galerie	48,96	0,3
Savane arborée et arbustive	2448,60	13,6
Savane arbustive	1823,68	10,2
Savane boisée	8614,75	48,0
Total	**17937,75**	**100,0**

Les espèces les plus abondantes sont : Combretum glutinosum, Terminalia macroptera, Hexalobus monopetalus, Sterculia setigera, Piliostigma thonningii, Ficus gnaphalocarpa, Bombax costatum, Erythrophleum Africanum, Sarcocephalus latifolius, Prosopis africana, Adansonia digitata et Pericopsis.
Les coupes abusives des arbres combinées à l'action des feux de brousse ainsi que la baisse de la pluviométrie constituent les principales sources de réduction du couvert végétal. En fait, les dernières décennies, avec les manifestations du changement climatique, s'observe une diminution et/ou le déplacement du cycle pluviométrique causant des vagues de sécheresse et la disparition de certaines espèces ligneuses.

4.3.4 Les ressources fauniques

La commune de Saré Coly Sallé est caractérisée par une savane abondante intercalée par des écosystèmes de forêts claires, de forêts denses, de forêts galeries et d'autres plantations artificielles. Cette végétation très variée abrite de nombreuses espèces fauniques telles que les singes, les hyènes, les lapins, les phacochères, les serpents, des oiseaux, etc, dont la mise en valeur s'effectue par une ouverture à la chasse banale et au braconnage (source PDC 2019). Malgré un réseau hydrographique moins dense, les mares et les prairies marécageuses abritent aussi une variété d'espèces dites aquatiques (poissons, les crustacées et certaines espèces inféodées à l'eau) qui disparaissent plus qu'on s'éloigne de la période hivernale. Ce potentiel en ressources naturelles connaît de nombreuses difficultés liées à la surexploitation clandestine du patrimoine forestier aux feux de brousse et aux aléas climatiques.

4.3.5 Les ressources en sol

La commune de Saré Colé Sallé est constituée de sols très variés. On distingue trois principaux types de sol dans le territoire de la commune :

- les sols ferrugineux non lessivés qui reposent sur une assise sableuse généralement pauvre en matière organique (Ndiarné). On les trouve dans les plaines du centre et les zones hautes de l'Est et au centre de la Commune. Ils sont propices à la culture de l'arachide, du maïs, du coton et du mil.
- Les sols argileux hydromorphes qui caractérisent les bas-fonds et les vallées au Sud-ouest de la Commune le long des affluents de l'Anambé. Ils sont propices à la culture du riz.
- les sols rocheux et latéritiques sont localisés à l'Est de la Commune. Ils présentent une valeur agricole moindre voire négligeable. Un processus de dégradation des sols a été relevé au niveau de la Commune.

La typologie des sols révèle l'existence de :

- sols Deck ; plus importants dans la Commune et qui sont aptes pour la culture du coton.
- sols Deck- Dior généralement utilisés pour la culture de l'arachide et des céréales.
- sols Dior moins importants et qui sont également utilisés pour la culture de l'arachide.
- Les bas-fonds qui sont aptes à la riziculture ; les sols caillouteux au nord de la Commune

4.3.6 Les ressources en eau du site.

Les eaux de la commune sont constituées essentiellement de deux catégories : les eaux de surface et les eaux souterraines

4.3.6.1 Les eaux de surfaces

Le réseau hydrographique est moins dense avec la présence de cours d'eau notamment dans la partie Sud et Sud-ouest de la commune. Cette densité fait que la commune dans sa partie sud peut avoir une vocation maraîchère. De nombreux mares et plans d'eau existent à l'Est, à l'Ouest et au Nord recueillant les eaux de ruissellement pendant la saison des pluies.

Tableau 3 : Type d'eau de surface et leurs superficies

Types d'eau de surface	SUPERFICIES / Ha	Ratio%
Mare	11,05	0,998%
Plan d'eau (Fleuve)	547,94	49,472%
Prairie marécageuse	548,57	49,530%
Total	**1107,56**	**100%**

4.3.6.2 Les eaux souterraines

La commune de Sare Coly Sallé dispose d'importantes ressources en eau souterraine. La carte des unités aquifères de la commune montre l'individualisation de 3 types de nappes : la nappe phréatique située dans les formations du Continental Terminal, la nappe de l'Oligo-miocène et la nappe profonde du Maastrichtien.

- Le Continental Terminal

L'aquifère du Continental Terminal renferme la nappe du CT, généralement exploitée par des puits villageois. Il est composé de formations à dominante sableuse ou sablo-argileuse. La profondeur de la nappe varie en fonction des communes, et au sein d'une commune elle varie en fonction de la topographie et surtout de la présence ou non d'un cours d'eau.
Les caractéristiques des forages qui captent le CT montrent que la profondeur de l'aquifère peut atteindre 100 m. Le niveau statique varie entre 9 et 27 m.
La nappe du CT est relativement bien alimentée grâce aux pluies. Elle peut soutenir les débits d'étiage à condition que l'alimentation pluviale soit suffisante. Les débits observés tournent autour de 50 m3 /h.

- L'Oligo-Miocène

L'aquifère de l'OM est aussi composé de sables fins à sables argileux. Le tableau des forages de l'OM de la sous-UGP montre que la profondeur totale des ouvrages dans la zone est d'environ 100 m pour des niveaux statiques variant entre 9 et un peu plus de 30 m. Le toit de l'aquifère dans la région se situerait entre 70 et 80 m. Les débits observés varient entre 20 et 50 m 3 /h.

- **Le Maastrichtien**

Il se présente sous un faciès sableux souvent pyriteux et glauconieux avec des intercalations fréquentes de grès et d'argiles. Il est présent dans toute la sous-UGP particulièrement au sud où il est le seul aquifère exploitable par forage. La profondeur de son toit dans le territoire de la sous-UGP varie entre 175 m et 250 m. Le niveau statique de la nappe du Maastrichtien varie entre 9 et 30 m et les débits de production varient entre 50 et 100 m3 /h.

Les ressources en eau souterraines et celles infrastructurelles sont très denses malgré les irrégularités de la pluviométrie observées ces dernières années.

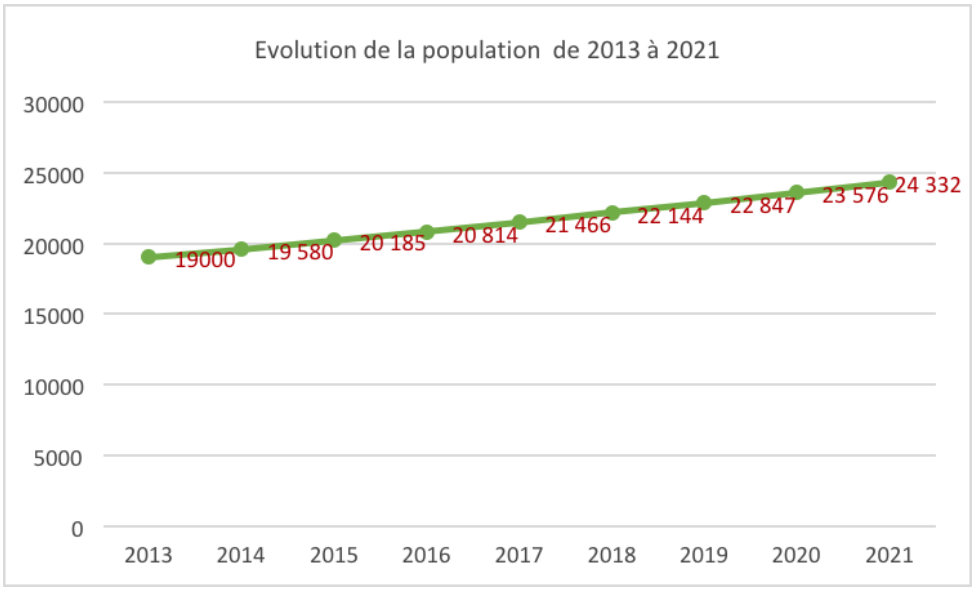
La présence des cours d'eau, de forages et de puits est une condition favorable au développement de l'élevage et du maraichage dans la partie nord de la commune.

4.4 Aspects démographiques et établissements humains

4.4.1 Analyse de l'évolution de la population de 2013 à 2021

Selon les projections de l'ANSD en 2021, la population de la Commune est estimée à 24332 habitants, répartie dans les 72 villages. Elle suit une augmentation de 5332 habitants entre 2013 et 2021.

Figure 3 : Evolution de la population de 2013 à 2021

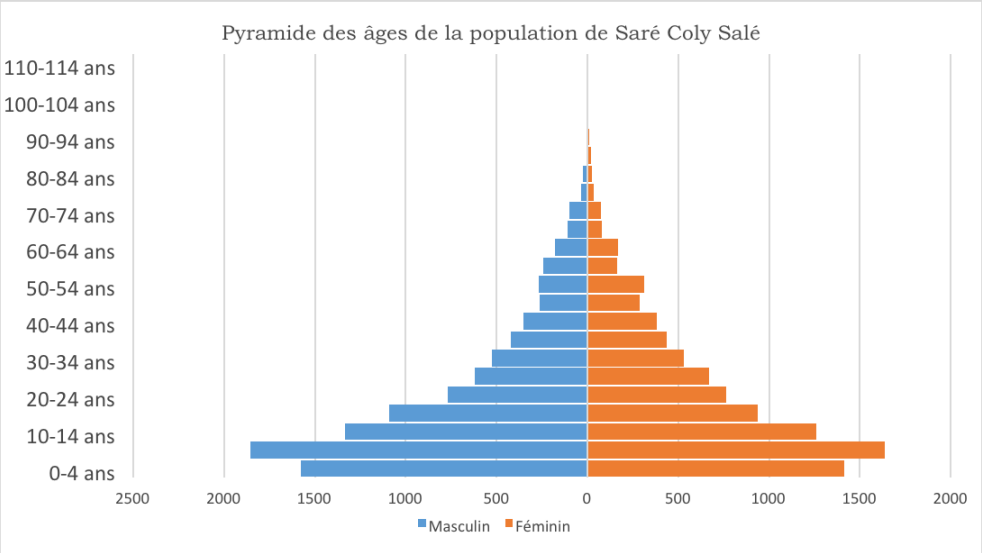


La population de la commune de Saré Coly Sallé est inégalement répartie et suit une augmentation très rapide. Presque la totalité des villages sont concentrés au centre le long du territoire du Nord au Sud. Cette forte densité de la population s'explique par les bonnes conditions favorables aux activités agricoles et à l'élevage dans cette zone. Depuis quelques années en plus de la population locale, des agriculteurs et éleveurs venant du Nord du pays se sont installés au centre de la commune à la recherche de terres agricoles et de pâturage.

4.4.2 Analyse de structure par sexe et âge

L'analyse de la structure par sexe montre que la population est faiblement dominée par les hommes qui constituent 51,5% contre 48,5% des femmes. Au regard de la structure par âge, la population de la commune de Saré Coly Sallé est caractérisée par une forte jeunesse de moins de 15 ans. Cela se traduit par un phénomène d'émigration qui touche les jeunes de plus de 15 ans. La classe d'âge 15 à 64 ans représente 49,38% de la population totale de la commune. Elle représente la population en âge de travailler de la commune. Au sommet, la tranche d'âge des plus de 60 ans ne représente que 2,8% de la population (voir le graphique ci-dessous).

Figure 4 : Pyramide des âges de la commune en 2013



Source : https://www.worldclim.org/

Selon les résultats du diagnostic zonal, les mouvements de la population touchent tous les villages de la commune. Hommes, femmes et jeunes sont concernés par ces mouvements et les grandes villes (Dakar, Kolda, Tambacounda, etc.), les pays étrangers (Espagne, Italie, Angola, France, etc.) ainsi que les pays d'Afrique (Gabon, Côte d'Ivoire, etc.) sont les plus prisés.

beaucoup de localités de la commune. Les déplacements des populations vers les grandes villes proches comme Diaobé et Kolda sont courants. Aussi des flux migratoires importants des jeunes garçons vers la capitale (Dakar), vers des autres villes du pays, vers les pays limitrophes (Guinée Bissau, Gambie, Guinée Conakry) et vers l'Europe sont devenus de plus en plus fréquents.

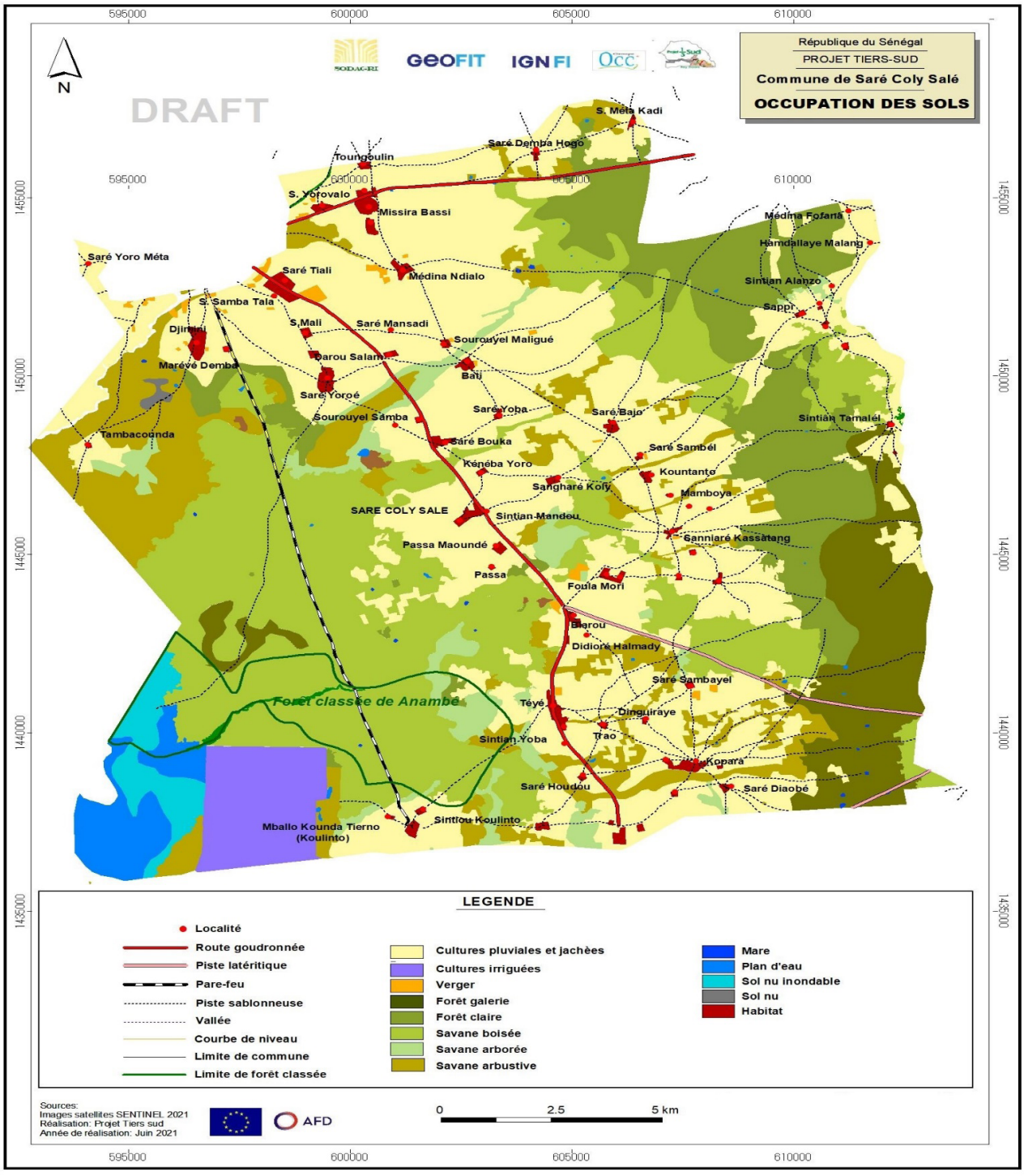
5

DEUXIÈME PARTIE : DIAGNOSTIC DE L'OCCUPATION DU SOL

5.1Analyse du profil de l'occupation du sol **27**
5.1.1 Les zones de cultures 28
5.1.2 L'élevage 32
5.1.3 Analyse de la disposition des Infrastructures dans l'espace communal 33
5.2 Analyse des interrelations entre les systèmes de production dans l'occupation du sol **35**
5.2.1 Agriculture et l'Elevage 35
5.2.2 Agriculture et Forêts 37
5.2.3 Agriculture et Etablissements humains 38
5.2.4 Elevage et Forêts 39
5.2.5 Forêts et Tourisme 39
5.2.6 Pêche et Cultures irriguées 40
5.2.7 Établissements humains et Forêt 41
5.3 Synthèse du bilan diagnostic **41**

5. DEUXIÈME PARTIE : DIAGNOSTIC DE L'OCCUPATION DU SOL

La photo-interprétation de l'image satellite de la commune, nous a permis de déterminer le profil de l'occupation du sol en 2021 avec des informations sur la superficie de chaque type d'usage du sol. (Voir la carte ci-dessous)



Carte 5 : carte d'occupation du sol de la commune de Saré Coly Sallé

5.1 Analyse du profil de l'occupation du sol

L'examen du profil de l'occupation du sol de la commune de Saré Coly Sallé permet de comprendre des interactions entre les différentes composantes du milieu et de suivre sa dynamique. Cette étude multisectorielle est capitale dans l'identification des stratégies appropriées pour mieux gérer l'état de l'utilisation des terres. Compte tenu des statistiques et des données cartographiques du milieu, le territoire de la commune se présente comme l'association de plusieurs zones ou formations nettement différenciées telles que les forêts et les savanes, les terres cultivables, les zones inondables, l'habitat et les carrières. (Voir tableau)

Tableau 4 : les statistiques de l'occupation du sol de la commune de Saré Coly Sallé

OCCUPATIONS DES SOLS	SUPERFICIES / Ha	Ratio%
Carrières	37,47	0,11
Cultures irriguées	882,21	2,61
Cultures pluviales et jachères	13088,37	38,77
Cultures rizicoles pluviales	62,53	0,19
Foret claire	3014,23	8,93
Forêt dense	1987,54	5,89
Foret galerie	48,96	0,15
Habitat	489,29	1,45
Mare	11,05	0,03
Plan d'eau (Fleuve)	547,94	1,62
Prairie marécageuse	548,57	1,62
Savane arborée et arbustive	2448,60	7,25
Savane arbustive	1823,68	5,40
Savane boisée	8614,75	25,52
Sol nu	30,48	0,09
Sol nu inondable	5,52	0,02
Verger	118,76	0,35
Total	**33759,93**	**100**

Pour mieux appréhender la situation de l'occupation des sols dans la commune de Saré Coly Salé, cinq zones ou secteurs peuvent être classés :

- Les Forêts et les savanes : ils occupent au total 17937,75 Ha, soit un ratio de 53,13% de la superficie totale de la commune. Ce sont des formations composées de forêts claires et de forêts galerie d'une part (5050,73 ha soit 14,96% de la superficie totale) et de savanes arborées, arbustives et boisées d'autre part (12887,02 ha soit 38,17% de la superficie totale) ;
- Zones de cultures : elles constituent la deuxième partie la plus importante en termes d'occupation. Ce sont des zones stratégiques composées des espaces de cultures rizicoles pluviales, de grandes cultures pluviales, de cultures irriguées et les vergers pour une superficie totale de 14151,87 Ha, soit 41,92% de la superficie communale ;

- Zones humides : Ce sont des zones inondables ou hydromorphes, constituées des cours d'eau, des vallées, des mares et de zones marécageuses qui retiennent partiellement ou non ses eaux de pluies pendant la saison sèche. Elles représentent au total 1113,08 Ha, soit 3,30% de la superficie totale de la commune ;
- Zones d'habitat : ces sont des zones constituées de villages et y compris des environs immédiats (Hameaux). Elles occupent 489,29 Ha, soit 1,45% de la superficie totale ;
- Zone de carrière : ce sont espaces réservés à l'extraction des matériaux de construction tels que les pierres (gravillons), le sable etc... Elles occupent 37,47 ha, soit 0,11% sur la superficie totale de la commune.

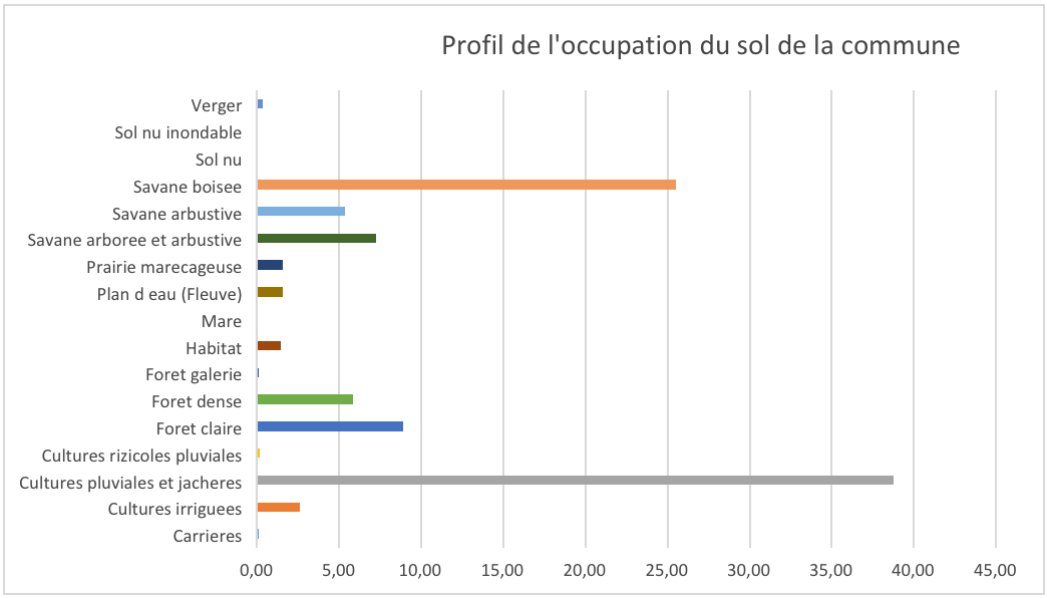


Figure 5 : Le profil de l'occupation du sol de commune

La commune de Saré Coly Sallé s'étend sur une superficie de 337,62km2 et compte une population de 28436 habitants. Au regard des statistiques de l'occupation des sols, les établissements humains occupent 489,29 kmé, soit un ratio 1,45% de la superficie de la commune. Ce faible taux de l'habit corrélé à la densité de 58,11 personnes/km2, révèle que Saré Coly Sallé est une commune est moyennement peuplée. Cette population de la commune est inégalement répartie à travers ses unités administratives.

5.1.1 Les zones de cultures

L'agriculture est le moteur des activités économiques de la commune de Saré Coly Sallé. Elle bénéficie d'une pluviométrie relativement bonne (800 à 1000 mm par an), d'une variété de sols très fertiles et des bas-fonds aptes à l'agriculture (riziculture). Ces facteurs associés aux potentialités hydriques du milieu favorisent son développement. Selon les résultats du diagnostic, l'activité agricole dépend essentiellement de la pluviométrie. Ce secteur occupe à lui seul 14151,87 Ha soit 41,92% de la superficie totale de la commune. Ainsi, on distingue trois formes d'agriculture : l'agriculture pluviale et verger (93,33%), l'agriculture rizicole pluviale (0,44%) et l'agriculture irriguée (6,23%).

Tableau 5 : Type d'agriculture pratiquée dans la commune

Type d'agriculture	SUPERFICIES / Ha	Ratio %
Cultures irriguées	882,21	6,23
Cultures pluviales et jachères	13088,37	92,49
Cultures rizicoles pluviales	62,53	0,44
Verger	118,76	0,84
Total	**14151,87**	**100**

5.1.1.1 Évolution des zones de cultures pluviales au détriment des forêts

Le traitement d'images satellites des trente dernières années nous a permis d'avoir une idée sur l'évolution des zones de cultures pluviales en rapport avec celle de la population de la Commune au détriment des zones forestières. Ainsi de 1990 à 2021 les superficies agricoles de la commune ont connu une hausse de 4876,8 hectares, passant ainsi de 9275,05 hectares à 14151,86 hectares, avec une évolution tendancielle en dent de scie. Le tableau et les figures ci-dessous illustrent les détails de cet état de fait.

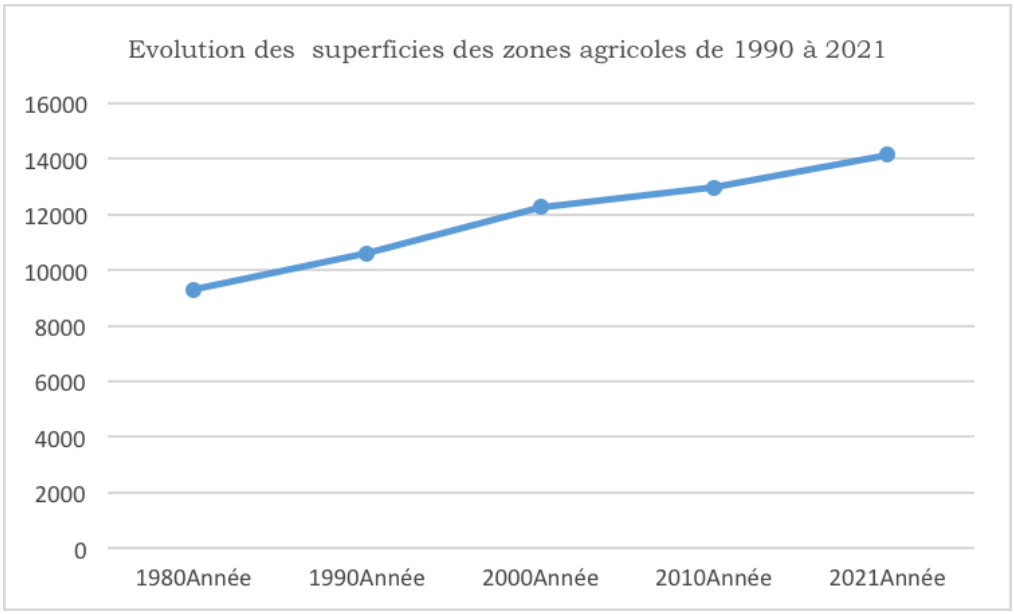
Tableau 6 : Situation de l'évolution tendancielle des zones de cultures pluviales de 1980 à 2021

ANNEES	SUPERFICIES / ha	EVOLUTION	% EVOLUTION
1980Année	9275,05		
1990Année	10580,52	1305,5	14,1
2000Année	12264,15	1683,6	15,9
2010Année	12953,39	689,2	5,6
2021Année	14151,86	1198,5	9,3
Moyenne 1980 à 2021	11844,994	1219,2	6,4
1980 à 2021 Augmentation de		4876,8	52,57987828
Moyenne annuelle		121,9	2,5

5.1.1.1.1 Analyse de l'évolution des zones de cultures de 1980 à 2021

D'après la structure de la courbe, les superficies agricoles de la commune ont augmenté tous les dix ans. Les écarts sont plus ou moins forts entre 1980 et 2000 passant de 9275,05 ha à 12264,15 ha et restent relativement faibles entre 2000 et 2021 passant de 12264,15 ha à 14151,86 ha.

Figure 6 : Evolution des superficies des zones agricoles de 1990 à 2021

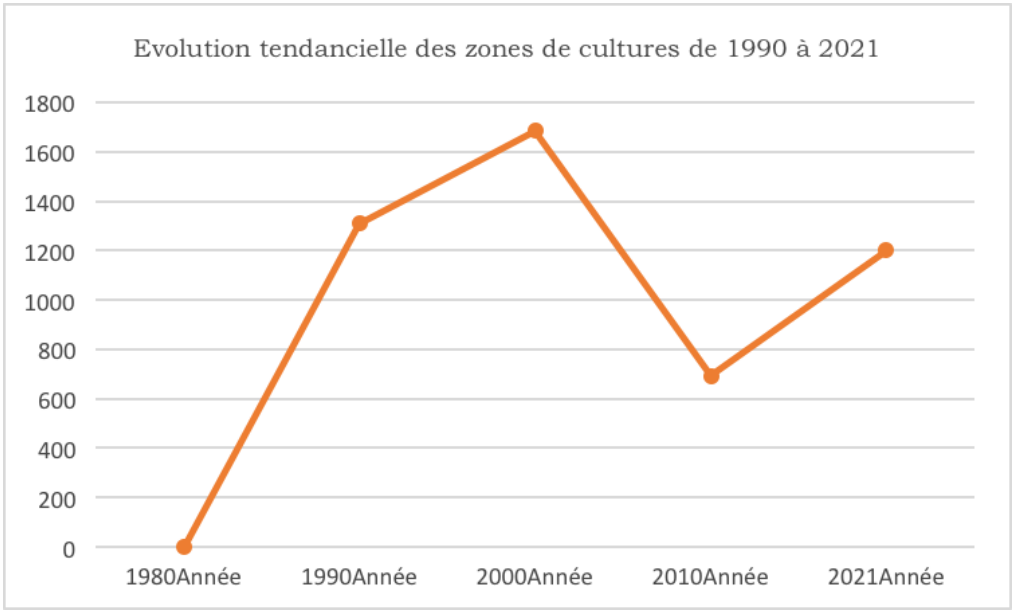


Source : CEPSE, 2018

5.1.1.1.1 Analyse de l'évolution tendancielle des zones de cultures

Au regard de la structure de la courbe des tendances évolutives, nous constatons une évolution tendancielle tous les dix ans, soit à la hausse ou à la baisse. Cette évolution est pour la plupart du temps liée aux facteurs climatiques tels que la pluviométrie qui conditionne l'activité agricole dans la commune et les pratiques de défrichements illégaux observées depuis ces dernières décennies.

Figure 7 : Evolution tendancielle des zones de cultures de 1990 à 2021



5.1.1.2 L'agriculture pluviale et verger

L'Agriculture sous pluie est une forme d'agriculture tributaire de la pluviométrie. Elle est pratiquée surtout sur des sols sablo-argileux dans les plateaux. Elle constitue la première forme d'occupation du sol et occupe de plus en plus une place très importante dans la commune suite à la disponibilité de vastes terres cultivables. Elle repose essentiellement sur les cultures vivrières comme l'arachide, le mil, le maïs, le sorgho, le Niébé, certains légumes, les plantations, etc.

L'arachide et le mil sont les deux principales cultures de rente qui augmentent fortement les revenus des populations. Pour l'arachide, presque la totalité de la production est vendue dans le marché. La culture du coton occupe une place aussi importante et il est essentiellement destiné à la commercialisation. Les autres spéculations comme les céréales, le maïs, le riz, le sorgho sont destinées à l'autoconsommation.

La création de vergers sur des terres de plateau autour des villages permet de pratiquer l'arboriculture des espèces endémiques, autochtones et allochtones telles que l'Anacardier, la Manguier, le Citronnier, l'Oranger ; la Goyavier, mais aussi la présence de certaines espèces sauvages telles que (baobab (Pain de singe), le saba senegalensis (Madd), le parkia biglobosa (Néré) et le Tamarinier).

Cette activité connaît de nombreuses difficultés liées à la variabilité pluviométrique, des intervalles de sècheresse prolongés, à l'insuffisance et à la vétusté du matériel agricole (tracteur, décortiqueuse, batteuse), à l'insuffisance de magasins de stockage, à la divagation des animaux, à la dégradation des sols suite à l'utilisation des engrais chimiques, à la déforestation, et la baisse de la pluviométrie, etc.

5.1.1.3 L'Agriculture rizicole pluviale

L'Agriculture rizicole pluviale est pratiquée sur des terres argilo-sableuses inondables pendant la saison des pluies. Le riz est la principale culture exploitée dans cette sous zone. Cette activité est tributaire de la pluviométrie. Elle est peu pratiquée et couvre seulement 62, 53 ha sur la superficie totale de la commune.

5.1.1.4 L'agriculture irriguée

Cette activité est pratiquée dans une petite partie des zones humides aménagée à cet effet, vu que sur les 1186 ha du secteur G aménagés en 1999 et actuellement dégradés, 713 ha se trouvent dans la commune de Saré Coly Sallé. Les villages de Mballo Counda thierno, Koulinto moudo, Saré yerodji, Namara, Baricounda, Biaro, Saré Coly sallé, Taro sont le secteur G.
Depuis 2018, les producteurs ne font pas de cultures contre saison. Ils se contentent de l'exploitation du riz dans la vallée en saison des pluies en attendant la réhabilitation du secteur G par le projet Tiers Sud/ Bey Daaré.

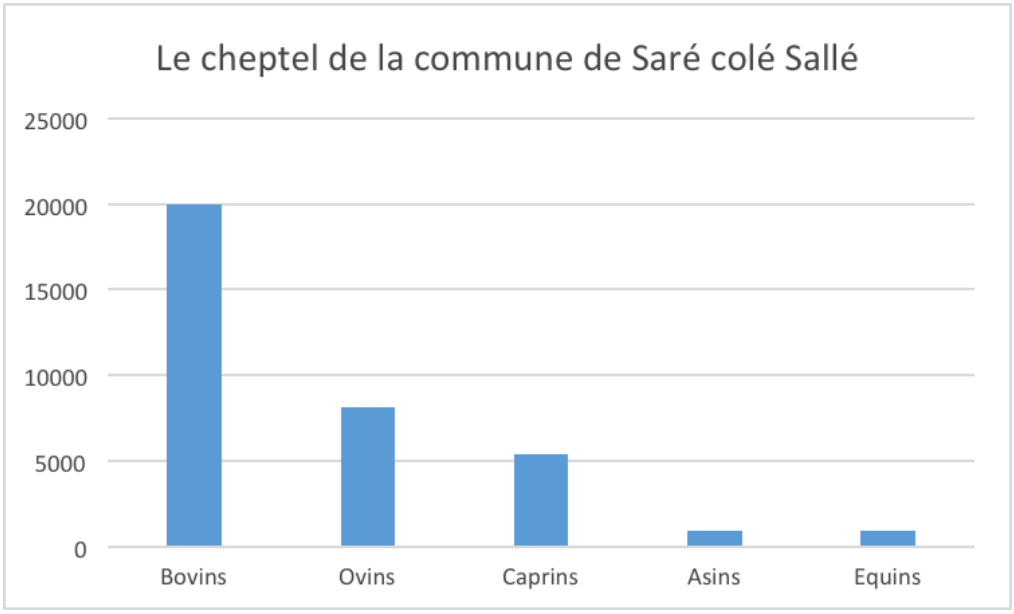
5.1.1.5 Culture de contre saison (maraîchage)

Cette activité est pratiquée près des zones proches des mares, aux abords des vallées et des puits, des points d'eaux facilement accessibles par les populations pendant la saison sèche. Le maraîchage au premier rang est sous exploité avec des surfaces réduites soit seulement moins de 900 ha et des moyens d'exploitations traditionnelles. Ce maillon faible fournit aux ménages de la commune et les alentours des légumes pour leur alimentation quotidienne et un moyen aussi d'accroître les revenus des femmes exploitantes. Quelques spéculations maraîchères sont exploitées dans ces périmètres. Il s'agit entre autres du piment, du gombo, de l'oseille, des choux, de l'aubergine, de la tomate, et de la patate douce. Le maraîchage est développé dans des périmètres collectifs gérés par des groupements féminins et des périmètres individuels. Ce secteur d'activité jusqu'à présent mal compris et sous exploité par les populations rencontre d'énormes difficultés, à savoir, le manque d'infrastructures et d'équipement, manque de planification dans la production, présence d'insectes qui détruisent les plants, défaut de commercialisation, le manque d'infrastructure de transformation et de conservation, la non existence de système d'aménagement des bas-fonds existants, et l'aménagement de digues de protection autour des rivières et mars.

5.1.2 L'élevage

L'élevage représente la deuxième activité dans commune après l'agriculture. Cette activité a beaucoup évolué au cours de ces dernières années. La place qu'il occupe au sein de la chaine de production varie fortement selon la disponibilité des espaces de pâturage. Le cheptel est composé de bovins, et d'ovins, de caprins, d'Asins et d'équins. (Voir figure ci-dessous)

Figure 8 : La composition du cheptel de la commune



Source : CEPSE, 2018

Le système de production est de type extensif et il est pratiqué dans des zones de cultures et dans les forêts et savanes. Les quelques rares couloirs d'accès aux pâturages existants sont envahis par les cultures pendant l'hivernage. La commune dispose de réelles opportunités pastorales que sont le nombre important des cheptels, l'abondance et la diversité des pâturages, la proximité du marché international de Diaobé, et la présence de cours d'eau et de mares. Le Bovin représente la part la plus importante dans le cheptel, il compte au total 20000 têtes. Il est suivi des ovins et des caprins qui compose respectivement 8135 et 5405 têtes. Les Asins et les Equins représentent chacun moins de 1000 têtes. Voir tableau ci-dessous

Tableau 7 : Effectifs du cheptel recensé dans la Commune de Saré Coly Sallé

Commune	Bovins	Ovins	caprins	Asins	Equins
Saré Coly Sallé	20 000	8135	5 405	884	932

Source : CEPSE, 2018

L'activité d'élevage dans la commune de Saré Coly Sallé suscite de nombreux débats portant sur la gestion de l'environnement, la compétition entre les éleveurs eux même et entre les éleveurs et les agriculteurs etc.
Toutefois, il faut noter que l'élevage est confronté à de multiples contraintes qui minent son développement. Les infrastructures pastorales (parcs à vaccination, les abreuvoirs etc...) qui doivent accompagner le développement de l'élevage restent insuffisantes.

5.1.3 Analyse de la disposition des Infrastructures dans l'espace communal

5.1.3.1 Les infrastructures sociales de base

Les infrastructures sociales de base dans la commune peuvent être regroupées en quatre grands groupes : hydrauliques, sanitaires, éducatives et sociales.

5.1.3.1.1 Les infrastructures hydrauliques

Les infrastructures hydrauliques sont constituées essentiellement de puits traditionnels, de forages, de château d'eau, de puits forage de bornes fontaines et abreuvoirs. La couverture en réseau hydraulique se présente comme suit : Au total 04 forages fonctionnels, un dans la zone de Sare Coly Sallé et trois (03) dans la zone de Médina Diallo, un (01) château d'eau dans la zone de Sare Coly Sallé, 227 puits hydrauliques, 7 puits forages, 17 bornes fontaines, et 48 abreuvoirs pour près d'une dizaine pour chaque zone. (Voir tableau ci-dessous)

Tableau 8 : répartition des infrastructures hydraulique par zone

Nom de la zone	Population (hbts)	Forage	Château d'eau / réservoir	Puits	Puits forage	Borne fontaine	Abreuvoir
SARE COLY SALLE	9038	1	1	100	6	12	5
MEDINA DIALO	12303	3	0	70	0	2	16
TEYEL	7095	0	0	57	1	3	27
Total	**28436**	**4**	**1**	**227**	**7**	**17**	**48**

Source Projet Tiers Sud, enquêtes POAS 2021

L'accès à l'eau dans la commune est difficile en saison sèche (Mars – Mai) surtout dans des zones à haute altitude. Cette difficulté est encore visible avec l'accroissement des besoins en eau pour le bétail et l'agriculture occasionnant le tarissement précoce des puits, des mares et d'autres plans d'eau de la commune.

5.1.3.1.2 Les infrastructures sanitaires

Dans le domaine sanitaire, les infrastructures représentent l'ensemble des postes de santé, les cases de santé, et les dépôts de médicaments. Le diagnostic révèle que la commune compte actuellement 15 structures de santé constituées de 12 cases de santé, d'un (01) poste dans la zone de Sare Coly Sallé, et de 2 dépôts de médicaments.

Tableau 9 : Répartition des infrastructures sanitaires par zone

Nom de la zone	Population (hbts)	Ratio %	Case de Santé	Poste de santé	Centre de santé	Depôts de médicament
SARE COLY SALLE	12303	43	5	1	0	2
MEDINA DIALO	9038	32	4	0	0	0
Teyel	7095	25	3	0	0	0
Total	**28436**	**100**	**12**	**1**	**0**	**2**

Source Projet Tiers Sud, enquêtes POAS 2021

Ces infrastructures sont inégalement réparties et regroupées en catégories selon le statut administratif et la taille des villages dans la commune. Elles sont réparties de la manière suivante :

- la zone de Saré Coly Sallé compte 05 cases de santé, 1 postes de santé et 2 dépôts de médicaments ;
- la zone de Médina Diallo avec 43% de la population compte 4 cases de santé, de 0 dépôts de médicament et de 0 poste santé ;
- la zone de Téyel compte 03 cases de santé, 00 poste de santé et de 0 dépôts de médicament.

5.1.3.1.3 Les infrastructures scolaires

Elles concernent l'ensemble des établissements scolaires publics comme privés. La commune compte 41 infrastructures éducatives réparties à travers le territoire. Ce sont entre autres les cases des tous petits, les écoles maternelles, les écoles primaires, les collèges, les lycées. La commune de Saré Coly Sallé compte aujourd'hui 03 cases des tous petits, 02 écoles maternelles, 32 écoles élémentaires, 03 collèges d'enseignements moyens, 0 lycée et 01 centres de formation technique. (Voir Tableau ci-dessous)

Tableau 10 : Répartition des infrastructures scolaires par zone

Nom de la zone	Case des tous petits	Ecole maternelle	Ecole primaire	Collège	Lycée	Centre de formation technique
SARE COLY SALLE	2	1	13	1	0	0
MEDINA DIALO	1	0	11	1	0	1
Teyel	0	1	8	1	0	0
Total	**3**	**2**	**32**	**3**	**0**	**1**

Source Projet Tiers Sud, enquêtes POAS 2021

Ces infrastructures scolaires sont ainsi reparties dans les zones :

- la zone de saré Coly Sallé compte 02 cases des tous petits, 01 école maternelle, 13 écoles primaires, 01 collège, 0 lycée et centre de formation technique ;
- la zone de Médina Diallo compte 01 cases des tous petits, 00 école maternelle, 11 écoles primaires, 01 collèges, 00 lycée et 01 centres de formations technique ;
- la zone de Téyel compte 00 cases des tous petits, 01 école maternelle, 08 écoles primaires, 01 collèges, 0 lycée et 0 centres de formations technique ;

La couverture scolaire demeure déficiente en particulier surtout le niveau supérieur vu l'étendue de la zone et l'importance de la demande en éducation. Ce besoin croissant de la prise en charge de cette jeunesse galopante en matière de l'éducation et de la formation passe par la création de nouvelles infrastructures modernes et le recrutement de personnels qualifié. Toutefois, l'éloignement et les incohérences de la distribution des infrastructures scolaires accentuent l'abandon et le taux d'échec à l'école.

5.1.3.1.4 Les infrastructures économiques

Les infrastructures économiques sont pratiquement inexistantes dans la commune de Saré Coly Sallé. On retrouve six (06) types d'équipements économiques et marchands dans l'espace communautaire. Il s'agit entre autres de 02 fourrières, d'un (01) marchés hebdomadaires (byarou), de 22 magasins de stockage, de 27 des moulins, de 04 décortiqueuses et d'une batteuse. Il n'existe pas de parc à vaccination, ni de marché permanent.

Tableau 11 : Répartition des infrastructures économiques par zone

Nom de la zone	Fourrière	Parc à Vaccination	Marché hebdomadaire (Louma)	marché permanent (souk)	Magasin de stockage	Moulin	Décortiqueuse	Batteuse
SARE COLY SALLE	1	0	0	0	7	14	0	0
MEDINA DIALO	0	0	0	0	8	5	1	0
Teyel	1	0	1	0	7	8	3	1
Total	**2**	**0**	**1**	**0**	**22**	**27**	**4**	**1**

Source Projet Tiers Sud, enquêtes POAS 2021

L'ensemble de ces infrastructures économiques et marchandes de la commune sont réparties suivant ces différentes zones de la commune :

- la zone de saré Coly Sallé compte une (01) fourrière, 0 marché hebdomadaire et marché permanent, 07 magasins de stockage, 14 moulins, 0 décortiqueuse et 0 batteuse ;
- la zone de Médina compte 00 fourrières, 0 marché hebdomadaire et marché permanent, 08 magasins de stockage, 05 moulins, 01 décortiqueuse et 0 batteuse ;
- la zone de Téyel compte une fourrière, 01 marché hebdomadaire (byarou), 00 marchés permanents, 07 magasins de stockage, de 08 moulins, de 03 décortiqueuses et de 01 batteuse.

5.2 Analyse des interrelations entre les systèmes de production dans l'occupation du sol

L'examen de l'occupation des sols a permis avec les populations et l'ensemble des acteurs de développement de procéder à une identification et une analyse participative des atouts et des contraintes que pose l'occupation actuelle des sols. Elles sont multiples et peuvent se regrouper en quelques grands axes :

5.2.1 Agriculture et l'Elevage

L'agriculture et l'élevage sont deux activités très pratiquées dans la commune, cohabitent et se complètent.

Interrelations négatives	Pistes de solution
Agriculture => Élevage	
Empiètement des agriculteurs sur les aires de pâturages et de parcours suite : - à la baisse de fertilité des terres agricoles ; - à une extension d'espace cultural face au boom démographique ; - à l'expansion d'une agriculture de rente	Restauration de la fertilité des terres agricoles Créer et respecter les parcours et les aires de pâturage
Mortalité des animaux du fait de l'usage de pesticides	Sensibiliser sur l'usage des pesticides Promouvoir l'usage de fertilisant bio.
Mauvaise implantation des périmètres maraîchers qui bloquent l'accès du bétail au fleuve	Organiser la disposition des exploitations maraîchères et ouverture de parcours de bétail
Élevage => Agriculture	
Dégâts causés au niveau des périmètres maraichers implantés le long du fleuve	- Organiser les acteurs et leurs activités le long du fleuve
Divagation des animaux dans les champs de cultures pluviales en période hivernale.	- Parcage et surveillance du cheptel au niveau des aires de pâturages (forêt) pendant la période des cultures sous pluie jusqu'à la mi-janvier, - Donner le cheptel aux bergers qualifiés ; - Ouverture de parcours du bétail - Créer des Terres sous prairies et pâturages permanents
Interrelations positives	**Améliorations possibles**
Agriculture => Élevage	
Offre de résidus agricoles au cheptel avec les pâturages post-récoltes ;	Le ravitaillement en céréale et en paille ; Offre d'espace pour le parcage des troupeaux
Pratique de la jachère dans les champs de cultures ;	Disponibilité d'espace pour le pâturage et le parcage des troupeaux ;
Élevage => Agriculture	
Fertilisation organique des terres agricoles via les contrats de fumure ;	Renforcer les contrats de fumure
Force motrice lors du labour attelé des champs (bœufs ou chevaux) ;	

5.2.2 Agriculture et Forêts

Interrelations négatives	Pistes de solution
Agriculture => Foresterie	
Extensions des terres agricoles dans les forêts	Restauration de la fertilité des terres agricoles via (i) la fumure organique ou chimique et (ii) l'utilisation de techniques agroforestières
Risques de feux de brousse lors des travaux pré-champêtres	Limitation des risques en procédant au brûlage par petits tas duw-matériel végétal dégagé Faire des aménagements des bandes de terre vierges (zone tampon) de toute végétation entre les champs et les forêts Sensibiliser les populations sur la mise en place des pare feux verts
Coupe d'arbres et d'autres espèces végétales pour éclaircir les champs de culture.	Réglementer la coupe ou l'élagage des arbres pour contribuer à la sauvegarde du cordon ombilicale des écosystèmes de forêts.
Foresterie => Agriculture	
Dégâts causés aux cultures par les animaux sauvages (singes, oiseaux, ...)	Création de zones tampon entre les limites des champs et les forêts Battues administratives pour limiter le nombre d'animaux nuisibles / Surveillance
Interrelations positives	**Améliorations possibles**
Agriculture => Foresterie	
Utilisation des systèmes de production en couloir dans les champs pour laisser les arbres poussés Utilisation de la méthode nouvelles : autorisation de cultures dans les nouvelles plantations (pare-feu verts ou reboisement massif) ;	Encourager les populations à faire la Régénération Naturelle Assistée (RNA) Faciliter l'entretien des pares feux Mobilisation sociale pour l'entretien des pares feux (appropriation par les populations)
Foresterie => Agriculture	
Production de matières organiques (feuilles mortes, Bois Raméal Fragmenté etc...) Réduire les érosions hydriques et éoliennes dans les champs de culture Création de microclimat dans les champs de cultures. Utilisation comme brises vent Pollinisation des plantes par les abeilles Offre d'habitat pour les abeilles	Renforcement de la fertilité des terres Diminution d'érosion dans les champs Protection et conservation des forêts Aménager des brises vents et haies vives

5.2.3 Agriculture et Etablissements humains

Interrelations négatives	Pistes de solution
Agriculture => Etablissements Humains	
Occupation de l'assiette foncière urbanisable à des fins agricole Proximité avec les zones d'habitations et prolifération des moustiques agents vecteurs du paludisme Manque d'espace pour parquer les petits ruminants	Faire des lotissements et réserver des espaces pour l'habitation future Etablir une distance entre les cultures et les habitations
Usage de produits chimiques et contaminations des puits	Sensibiliser les agriculteurs à l'utilisation des engrais organiques.
Etablissements Humains => Agriculture	
Installation anarchique et une prolifération des quartiers périphériques rattachés à la ville de Vélingara sur des terres agricoles Extension du bâti sur les zones de cultures Réduction des surfaces cultivables	Aménager de nouveaux sites viabilisés pour l'installation de nouveaux quartiers de Vélingara Procéder à un programme de déplacement des populations dans des zones humides vers les zones de plateau
Interrelations positives	**Améliorations possibles**
Agriculture => Etablissements Humains	
Disponibilité de résidus agricoles (tige de mil, de sorgho etc) pour les clôtures de concession et portes des cases et pour les petits ruminants Brise de vent pendant la saison des pluies (culture de mil, de sorgho, de maïs autour des concessions)	Éviter le brulis après les récoltes
Etablissements Humains => Agriculture	
Facilite la surveillance des cultures faces aux dégâts causés par les animaux pendant la nuit	

5.2.4 Elevage et Forêts

Interrelations négatives	Pistes de solution
Élevage => Foresterie	
Surpâturage et mauvaises pratiques des éleveurs (émondage abusif, étêtage, ...)	Contrôle de la capacité de charge des pâturages / Établissement de conventions locales intégrant la transhumance (paiement de contrepartie financière par transhumants) Mise en place d'un comité d'accueil, d'orientation et de suivi des transhumants Valoriser le fourrage naturel (fauchage, conservation)
Foresterie => Élevage	
Attaques d'animaux sauvages et de serpents pouvant provoquer des pertes de sujets Disparition des sujets du cheptel	Surveillance vigilante de la part des éleveurs
Interrelations positives	**Améliorations possibles**
Élevage => Foresterie	
La zoochorie ou mode de dispersion des graines des végétaux par le biais des animaux. Ce processus favorise l'extension et la dispersion de l'espèce.	
Foresterie => Élevage	
Véritable exutoire du cheptel, les forêts naturelles leur offre fourrage herbacé et aérien et eau (mares)	Organiser les éleveurs dans la forêt et aménager les mares
Offre d'habitat aux abeilles pour la production de miel	Promouvoir l'apiculture

5.2.5 Forêts et Tourisme

Interrelations négatives	Pistes de solution
Foresterie => Tourisme	
Attaque d'insectes et certains reptiles comme les serpents lors des excursions en forêt.	Se prémunir de matériels de protection et aménager des circuits touristiques dans des forêts.
Tourisme => Foresterie	
Pollution de l'air par des véhicules lors des excursions ; Panique ou peur des bruits des coups de fusils lors des séances de chasse Coupe de bois de service pour la construction de campement touristiques et hôtels ;	

Interrelations positives	Améliorations possibles
Foresterie => Tourisme	
Présence de zones amodiées avec un fort potentiel de développement de tourisme cynégétique Réceptacle des ressources avifaunes Recréation touristique dans les forêts Zone potentielle pour le développement du tourisme	Aménager les forêts pour une meilleure gestion Créer des réserves communautaires de biosphère Favoriser la mise en place d'aménagement cynégétique (pistes, mares)
Tourisme => Foresterie	
Financement des activités de restauration et de protection des forêts. Financement de réserves de biosphères et de réserves naturelles communautaires	

5.2.6 Pêche et Cultures irriguées

Interrelations négatives	Pistes de solution
Pêche et Cultures irriguées	
Abandon d'épaves de pirogue au niveau des champs irrigués.	
CULTURES IRRIGUÉES ET PÊCHE	
Implantation des périmètres maraîchers jusque dans l'eau le long des rivages du fleuve Risque de pollution du milieu aquatique causé par l'usage des engrais chimiques pour le maraîchage	Réglementer l'implantation des périmètres maraîchers et établir une distance entre ces derniers et le fleuve
Pollution de l'eau du fleuve au gasoil par l'exploitation bananière dans la commune	Demander au propriétaire d'utiliser de bons engins de pompage afin de stopper les fuites de gasoil
Fort prélèvement de l'eau par les activités maraichères, baisse du niveau du fleuve et fuite des poissons	Organiser le prélèvement et fixer des limites
Interrelations positives	**Améliorations possibles**
Cultures irriguées et Pêche	
Les sous-produits et invendus agricoles jetés dans le fleuve vont servir de nourriture (phytoplanctons) aux poissons Zone potentielle de frayère (de reproduction et de croissances) aux poissons et autres animaux aquatiques	Mettre un programme de protection de ces zones dans le cadre de la mise en œuvre du POAS

5.2.7 Établissements humains et Forêt

Interrelations négatives	Pistes de solution
Etablissements humains => Foresterie	
Défrichage de vastes étendus de forêts pour créer des villages et/ou Hameaux Coupe abusive de bois d'œuvre ;	Maintenir les populations dans leurs villages d'origine, Créer des mise en défens pour protéger les espace forestiers ;
Foresterie => Etablissements humains	
Attaques d'animaux sauvages et de serpents pouvant provoquer des pertes de vie ;	Surveillance vigilante de la part les populations ;
Interrelations positives	**Améliorations possibles**
Foresterie => Etablissements humains	
Fourniture de bois de chauffe, d'œuvre, de service et de produits forestier non ligneux ;	Aménager les forêts pour une meilleure gestion ;
Etablissements humains => Foresterie	
Protection des forêts contre les feux de brousse et d'autre cas d'agression ;	Equiper les comités villageois en matériels de lutte contre les feux de brousse ; Organiser les populations pour une meilleure surveillance des forêts ;

5.3 Synthèse du bilan diagnostic

Le diagnostic de l'occupation actuelle du sol a permis d'obtenir des résultats ainsi que les éléments sur la distribution de l'espace communale. Dans ce cadre de travail que proposent des ateliers de réflexion et d'identification, il s'agit avant tout pour les populations de partir de leur propre compréhension du territoire de procéder à une identification et une analyse participative et inclusive des contraintes que pose l'occupation actuelle des sols. A l'issus de ces rencontres et des données récoltées sur le terrain, de nombreuses atouts et contraintes ont été répertoriées et regrouper en trois grands thèmes : les relations entre l'agriculture, l'élevage et la foresterie, la gestion organisée de l'espace (distribution des infrastructures, les ressources, l'habitat etc,), la gouvernance territoriale et les problèmes environnementaux. Les principaux enseignements à retenir sont structurés dans la matrice AFOM ci-après.

Forces	Faiblesses
▪ **Environnementales :** Importante pluviométrie : isohyètes 900mm – 1200mm ; Disponibilités des ressources forestières : 17937,75 ha; Existence de la Faune Disponibilité des terres agricoles et Fertilité des terres : 14151,87 ha Existence des eaux de surfaces en permanence Accessibilité facile de la nappe phréatique Bonne qualité de l'air Existence de zones amodiées de 28516 ha	▪ **Environnementales** Manque de bassin de rétention des eaux pluviales pour une réutilisation pendant la période sèche Fortes chaleurs pendant des mois de mars, avril, mai, juin et octobre ; Feux de brousses permanents Non application des règles et lois sur la gestion des forets La pression démographique et celle du bétail sur les massifs forestiers Pertes progressives de la biodiversité ;
▪ **Dividende démographique :** Disponibilité de la main d'œuvre constituée de jeunes Existence de dynamiques associatives à la fois villageoises, inters villageois Diversité des acteurs de développement	▪ **Dividende démographique :** Extraversion des dynamiques associatives : dépendance vis-à-vis de l'extérieur ; Exode des bras valides : vieillissement des populations restées au village ;
▪ **Gestion de l'espace :** Existence d'une initiative de protection des ressources forestières (Forêt classée d'Anambé) Existence d'un embryon d'organisation : de commissions domaniales et de planification au sein de la commune ; Existence d'instance traditionnelle de régulation sociale	▪ **Gestion de l'espace :** Insuffisance dans l'utilisation de l'assiette foncière pour l'habitat ; Absence de lotissement dans les grands villages Déséquilibre dans la répartition des infrastructures dans l'espace communal Déficit d'infrastructures dans certains secteurs (sports, assainissement, loisirs, pêche, PME commerce, etc. Insuffisance de l'espace agro-pastoral Insuffisance d'outil de gestion de l'espace tel que les plans d'aménagement forestier, Convention locale, entre autres Difficultés d'application de la loi foncière Problème des femmes et des jeunes de disposer des terres
Opportunités	**Menaces**
▪ **Environnementaux :** Conventions internationales relatives à la gestion de l'environnement (crédit Carbonne, fonds verts, etc.)	▪ **Environnementales** Changement climatique ; Transgression de la réglementation en matière de préservation des ressources (trafic de bois)
▪ **Dividende démographique** Forte présence de population de pêcheurs venus des pays limitrophes (mali...) Forte présence de travailleurs saisonniers venus d'autres régions du Sénégal	▪ **Dividende Démographiques** Risque de disparition des pratiques culturelles locales. Risque de perte d'emploi des populations locales en âge de travail

▪ **Gestion de l'espace :** Décentralisation : acte 3, responsabilisation des collectivités territoriale; augmentation des ressources des collectivités territoriales ; déconcentration (présence de services techniques)	▪ **Gestion de l'espace :** Déficit d'appui de l'Etat central en matière de formulation d'outils de gestion ; Spéculation foncière dans la Commune, avec la présence de beaucoup de vergers ; Services techniques limités dans leurs interventions insuffisance de moyens financiers, logistiques, et de personnels.

6

RECOMMANDATIONS ISSUES DU BILAN DIAGNOSTIC

6. RECOMMANDATIONS ISSUES DU BILAN DIAGNOSTIC

- Organiser la gestion de l'espace communal pour une meilleure cohabitation des systèmes de production sur la base des éléments du bilan diagnostic, à savoir :
  - Une zone de vocations sylvopastorale ;
  - Une zone de vocations agropastorale ;
  - Une zone transitoire entre la zone sylvopastorale et agropastorale ;
  - Une zone de vocations de pêche et d'irrigation ;
  - Des zones de protection (zones d'habitat, zones humides, forêts galerie, autour des mares

7

LA STRATÉGIE DE MISE EN ŒUVRE DU POAS

7.1 Typologie de zonage à vocation **48**
7.1.1 La zone e vocations sylvopastorale 50
7.1.2 La zone de vocations agropastorale 50
7.1.3 La zone de tampon ou transitoire 50
7.1.4 La zone de vocations de pêche et d'irrigation 50
7.1.5 Zone de protection, appelée série protection 50
7.2 Projet de territoire **51**
7.2.1 Présentation générale du projet de territoire 51

7 TROISIÈME PARTIE : ORIENTATIONS D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL

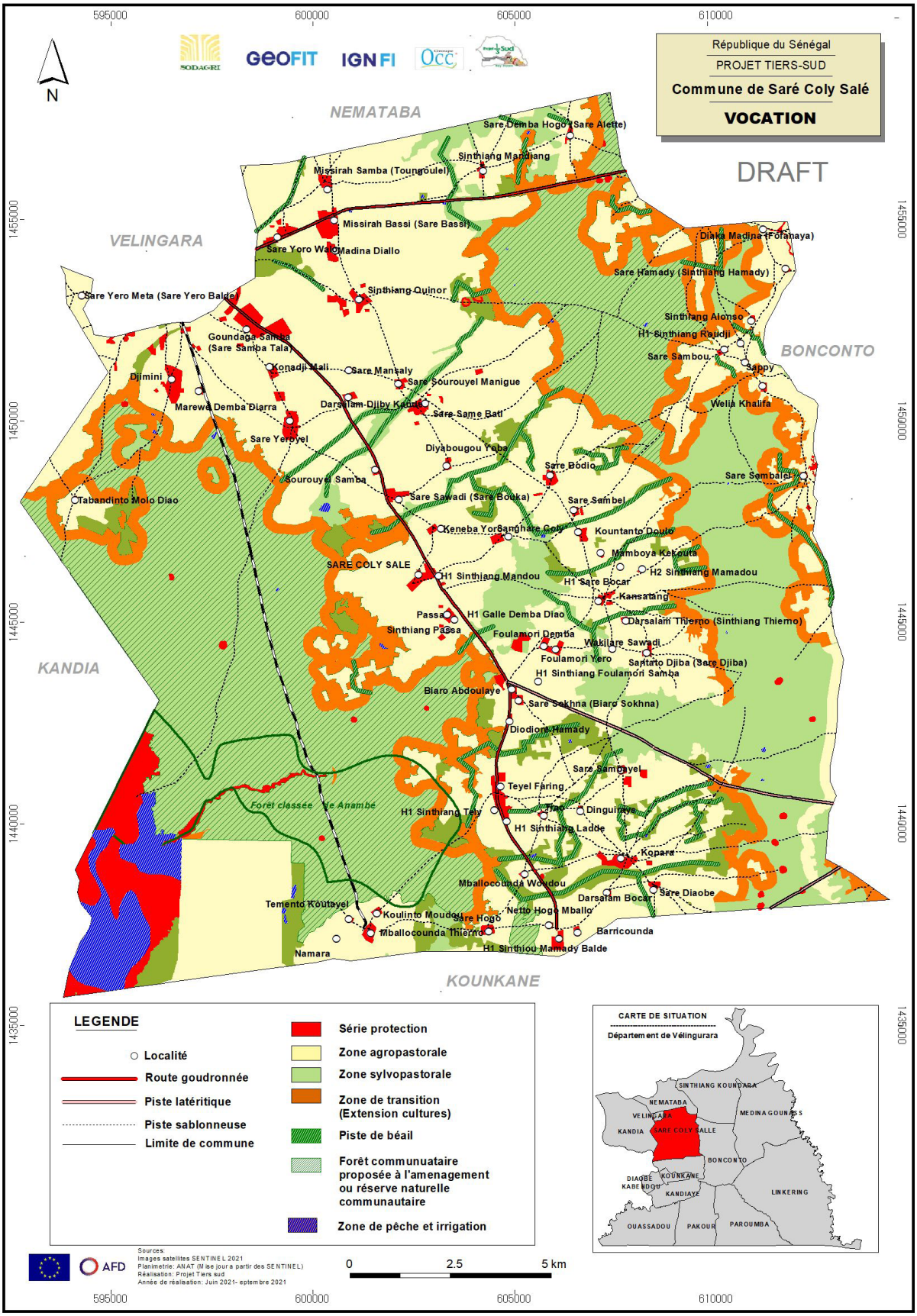
7.1 Typologie de zonage de vocations

Au terme du diagnostic territorial qui est une étape importante du processus d'élaboration du POAS de la commune, il convient de faire le point sur les principales tendances observées avec un accent particulier sur les potentialités et contraintes des différentes zones. Le diagnostic territorial a donc permis de mettre en évidence des déséquilibres spatiaux en termes de valorisation des potentialités, des opportunités économiques et d'accès aux services sociaux de base qu'il conviendra de résorber.

Il s'agit dans cette partie d'identifier les principaux profils territoriaux, base de la définition des options en matière d'aménagement et de développement du territoire communal. La finalité étant d'éclairer sur les principaux défis à relever dans la perspective d'un développement territorial équilibré et harmonieux. Dans le but d'aboutir à une identification partagée des types de territoire, il est proposé ici d'identifier un certain nombre de critères de fonctionnalité permettant de les distinguer à partir du niveau de dotation en équipements et infrastructures, du poids démographique et des ressources territoriales. La construction de la typologie du territoire communal sera dès lors basée sur cet ensemble de critères qui devraient favoriser la construction de véritables projets territoriaux de développement en cohérence avec la stratégie départementale de développement territorial.

L'approche méthodologique utilisée repose sur une analyse synthétique combinatoire des différentes problématiques étudiées dans le diagnostic territorial. La synthèse vise à faire une caractérisation des différentes zones de la commune en fonction : i) de leur poids démographique ; ii) de leur niveau d'équipements ; iii) de leurs potentialités/opportunités et iv) de leur contraintes en termes de développement socioéconomique. Pour se faire, un ensemble d'indicateurs sociodémographiques associés à des variables économiques ont été utilisés. Les résultats ont permis d'élaborer une cartographie des territoires ou zones mettant en évidence les potentialités et les contraintes.

Carte 4 : Zonage de la commune en unités de vocations



7.1.1 La zone de vocations sylvopastorale

Ce territoire est constitué de zones couvertes par les ressources forestières. Situés dans les parties Est et Ouest de la commune, ces zones ont une double vocation, à savoir sylvicole et pastorale. Elles sont destinées à être aménagée pour permettre aux populations d'y avoir accès et d'utiliser les ressources ligneuses et non ligneuses de façon rationnelles et durables à travers les conventions locales et les plans d'aménagement. Elles serviront aussi de zone de pâturage en période hivernale, avec la création de couloirs de passage permettant aux éleveurs de passer d'une forêt à une autre sans faire de dégâts sur les cultures.

7.1.2 La zone de vocations agropastorale

Ces zones sont localisées dans la partie centrale de la commune et un peu au sud-est, dans le bassin de l'Anambé et plus précisément dans le secteur dit G. ces zones concernent à la fois l'agriculture et l'élevage. En période hivernale, elle est entièrement utilisée par les agriculteurs pour des besoins de cultures pluviales et en saison sèche, par l'élevage pour les besoins de pâturage.

7.1.3 La zone de tampon ou transitoire

L'augmentation constante de la population de la commune entraine parallèlement celle des établissements humains et les besoins en terres pour l'agriculture. Ainsi, il sera réservé deux zones transitoires dont :

- L'une entre la zone agropastorale et la zone sylvopastorale, qui servira de réserve dans une perspective d'extension de l'agriculture.
- L'autre entre la zone d'habitation et la zone agropastorale, qui servira elle aussi de réserve pour l'extension possibles des gros villages.

7.1.4 La zone à vocation de pêche et d'irrigation

Elle concerne les cours d'eux permanents avec un volume d'eau assez important, où l'activité de pêche est pratiquée et offre des possibilités de développement de l'agriculture irriguée. Cette zone est localisée au sud-ouest de la commune et occupe une superficie relativement faible. Ainsi ces deux activités (pêche et irrigation) peuvent cohabiter ensemble sur la base de l'application de la Charte du Domaine Irrigué Aménagé (CDIA).

7.1.5 Zone de protection, appelée série protection

Elles concernent les cours d'eaux, les mares, les zones de pentes, les zones bordant les cours d'eau et les mares, les forêts galeries et les zones d'habitation. Les cours d'eau et les mares ont une vocation de pêche, d'agriculture irriguée et serviront aussi de points d'abreuvage pour le bétail. Quant aux forêts galeries elles ont une vocation de pharmacopée et d'agroforesterie dans lesquelles il sera développé des techniques de préservation d'espèce en voie de disparition, plantation de fruits forestiers et d'apicultures entre autres.

En ce qui concerne les zones d'habitation, leur La caractérisation permettra de fixer les populations dans leurs villages et d'éviter les défrichements de grandes superficies forestières pour installer d'autres villages.

7.2 Projet de territoire

Le projet de territoire est un outil qui doit permettre au territoire de la commune de définir les axes de son développement pour les 5 ans à venir. Il s'agit d'un projet global de développement abordant l'ensemble des domaines social, économique et environnemental du territoire. Le projet de territoire est un document de référence pour la commune. Il présente les grandes orientations stratégiques et les voies choisies pour atteindre les objectifs définis ainsi que le plan de mise en œuvre.

7.2.1 Présentation générale du projet de territoire

7.2.1.1 Contexte et problématique du projet de territoire

7.2.1.1.1 Contexte de mise en œuvre

Au Sénégal, la question du développement territorial est au cœur du discours politique. Le territoire en tant qu'objet doté d'une forte identité sociale et de ressources économiques spécifiques est de plus en plus vu comme un cadre pertinent de mise en œuvre des actions de développement. Il s'agit désormais de penser le développement dans une perspective territoriale à travers une territorialisation des politiques publiques. Cette volonté est fortement exprimée par les plus hautes autorités à travers deux grandes orientations politiques que sont la réforme de l'Acte 3 de la décentralisation et la mise en œuvre du PSE (Plan Sénégal Emergent) dont les trois piliers (transformation structurelle de l'économie, capital social et gouvernance) concourent au développement des territoires du Sénégal.

- **Une nécessité de construire des territoires compétitifs et viables à travers l'Acte 3**

L'Acte 3 de la décentralisation au Sénégal vise à « construire à l'horizon 2022, des territoires viables, compétitifs et porteurs de développement durable ». Il s'agit d'une réforme à forte dimension territoriale qui entend territorialiser le développement en soutenant fortement les collectivités territoriales. La mise en place de cette réforme a pris forme avec les élections locales de juin 2014 à l'issue desquelles les régions ont disparu et les premiers conseils départementaux mis en place. De plus, la communalisation intégrale a été adoptée, les communautés rurales et les communes d'arrondissement étant devenues des communes. Le nouveau cadre législatif et réglementaire de la décentralisation renforce le pouvoir des territoires et entend en faire le cadre pertinent de mise en œuvre des politiques publiques dans une perspective de développement territorial.

7.2.1.1.2 Problématique de développement

Le diagnostic territorial a montré que la Commune de Sare Coly Salle est marquée par une forte problématique de développement territorial en dépit de ses potentialités économiques (agriculture, élevage, commerce, artisanat, agroforesterie, etc. ...).

Le principal problème est celui du développement économique local qui est plombé par une série de contraintes qui entravent la valorisation du potentiel économique locale. Les difficultés tiennent à la non souplesse des conditions d'accès, à l'insuffisance voire l'absence de lignes de garantie pour le financement de l'économie locale, au taux élevé des intérêts (jusqu'à 15% voire 24%/an dans certaines institutions), etc. A cela s'ajoutent de nombreux défis d'ordres environnementaux qui plombent le développement durable, à savoir, le changement climatique

et ses conséquences de basse de la pluviométrie, le tarissement précoce des cours d'eaux et mares, les vagues de chaleur entraînant la récurrence des feux de brousse (...). Par ailleurs, le développement économique local se heurte aux problèmes du transport. En effet, ce secteur vital souffre du mauvais état de certaines routes, la vétusté du parc automobile, etc. Dans les années à venir, la commune devra faire face aux défis relatifs à l'accès aux services sociaux de base. En effet, la forte prédominance des jeunes (les -15 ans représentent 43% de la population totale) se traduit par une forte demande en services sociaux de base notamment pour l'éducation et la formation, les soins de santé, les aires de jeu, de loisirs, etc.

Par ailleurs, alors que l'objectif de l'Acte 3 de la décentralisation de « construire des territoires viables, compétitifs et durables » est noble, sa mise en œuvre se heurte à la modicité des financements accordés aux collectivités territoriales dans le cadre des fonds de concours et de dotation. De ce fait, les collectivités territoriales sont dans l'impossibilité de jouer leur rôle de développement local (paiement des salaires des agents, élaboration d'outils de planification, financement de services sociaux et d'activités économiques) car leur assise fiscale est faible et le potentiel existant n'est pas suffisamment valorisé.

Enfin, il apparaît à travers le diagnostic que la commune est confrontée à plusieurs défis de gouvernance locale (incohérence territoriale, imprécision des limites). Le manque de formation des acteurs locaux et la faible participation citoyenne constituent des contraintes non négligeables. Par ailleurs, les questions de l'intercommunalité, de la gouvernance environnementale, de la migration et du genre ne sont pas suffisamment intégrées dans les stratégies locales de développement malgré l'existence d'un potentiel énorme.

7.2.1.2 La Vision du projet de territoire

La vision du projet de territoire de la commune de Saré Coly Salle à l'horizon 2026 est : « Une commune de Sare Coly Salle pôle économique de production, de valorisation des produits forestiers et agricoles.
Cette vision sera axée sur une forte capacité à mobiliser l'Investissement Privé et l'appui public, sous tendue par une accessibilité optimale interne et externe de la commune notamment le réseau routier de qualité.

7.2.1.3 Objectifs du projet de territoire

L'objectif global est de promouvoir le développement local de la commune de Saré Colly Sallé à travers une amélioration des conditions de vie socio-économique des populations, grâce à une production locale suffisante et de qualité, un développement des capacités de transformation intensive de la production, tout ceci soutenu par une gouvernance locale renforcée et une concertation entre acteurs locaux.

7.2.1.3.1 Objectifs spécifiques

Pour atteindre l'objectif du projet de territoire, il s'agira dès lors de :

- Développer une économie locale durable ;
- Renforcer l'accès aux services sociaux de base ;
- Promouvoir la gouvernance locale.

7.2.1.4 Axes stratégiques du projet de territoire

Le projet de territoire compte trois (3) axes stratégiques qui recoupent les objectifs spécifiques ci-dessous :

Axe 1 : Développement durable de l'économie locale par la mise en œuvre des actions suivantes :

- Aménager des fermes piscicoles dans les zones humides ;
- Créer des réserves communautaires de biodiversité dans les zones protégées ;
- Aménager de façon participative toutes les forêts de la commune ;
- Aménager des domaines agricoles communautaires dans les zones agropastorales ;
- Aménager les vallées rizicoles par la mise en place de digues de protection et de retenue d'eau ;
- Aménager toutes les mares stratégiques ;
- Créer et/ou formaliser les couloirs de passage des animaux pour permettre la cohabitation entre agriculteurs et éleveurs ;
- Construire des complexes agro-alimentaires dans les zones à forte production agricole et fruitière ;
- Aménager des espaces commerciaux multifonctionnels ;
- Créer une société d'investissement, d'aménagement et de développement local ;
- Mettre en place une plateforme de service et de micro-industries ;
- Soutenir le développement de l'artisanat ;
- Soutenir l'organisation d'un Forum des Affaires, sur le Territoire « Réel » et « Virtuel » renforçant le marketing territorial communal et valorisant sa Diaspora
- Promouvoir un évènement culturel biannuel ;

Axe 2 : Renforcement de l'accès aux services sociaux de base par la mise en œuvre des actions suivantes :

- Améliorer la couverture en eau par la construction, l'extension et la densification du réseau aux villages et hameaux périphériques ;
- Etendre la couverture en électricité aux villages non raccordés au réseau de la SENELEC ;
- Assurer la maintenance et l'entretien régulier des infrastructures et équipement du FAI ;
- Promouvoir l'efficacité énergétique par l'achat de lampadaires solaires et de kits domestiques ;
- Promouvoir l'accès des ménages à des latrines modernes à moindre coût ;
- Développer un système d'assainissement moderne (évacuation des eaux usées et de pluie) dans les gros villages ;
- Aménager des espaces de détente et de jeux ;
- Renforcer le plateau et le personnel médical des structures de santé pour augmenter les services offerts ;
- Réhabiliter les écoles et construire de nouvelles classes dans les zones à forts abris provisoires ;
- Renforcer la dotation des écoles en matériels scolaires ;
- Créer des centres de formation professionnelle intercommunaux ancrés sur la demande des territoires ;
- Construire un stade municipal dans chaque gros village de la Commune ;
- Construire des pistes de production permettant l'évacuation des productions agricoles et forestières ;

Axe 3 : Promouvoir la gouvernance locale à travers la mise œuvre des actions suivantes :

- Organiser des sessions de formation en faveur des élus et des services techniques municipaux ;
- Sensibiliser les jeunes et les femmes en vue d'une plus grande implication dans la gouvernance locale ;
- Développer des programmes d'alphabétisation en faveur des femmes ;
- Faciliter l'accès des femmes aux équipements d'allégement des travaux domestiques ;
- Organiser et encadrer les jeunes ;
- Mettre en place et animer des cadres de concertation zonaux ;
- Mettre en place des comités de gestion des équipements du FAI ;
- Améliorer le recouvrement des recettes fiscales locales de la commune ;
- Développer l'intercommunalité ;
- Renforcer les capacités des ressources humaines de la commune (agent voyer, expert en environnement sur des thèmes relatifs au changement climatique, Développement économique local, à la gestion inter communale, Agent Foncier).

8

LA STRATÉGIE DE MISE EN OEUVRE DU POAS

8.1 Principes directeurs de la mise en œuvre **56**
8.2 Dispositif institutionnel de pilotage **57**
8.2.1 Arrangements institutionnels de mise en œuvre 57
8.2.2 Rôles et responsabilités des acteurs 58
8.2.3 Instruments de mise en œuvre 59
8.3 Le Financement du POAS **60**
8.3.1 Évaluation des coûts 60
8.3.2 Les Sources de financement 60

8. LA STRATÉGIE DE MISE EN ŒUVRE DU POAS

8.1 Principes directeurs de la mise en œuvre

Les principes directeurs de la stratégie de mise en œuvre du POAS sont fondés sur ceux qui ont servie de base pour la formulation et la mise en œuvre des politiques publiques telles que le PSE dont les orientations ont guidé l'élaboration du POAS :

- **Efficacité et de l'efficience** : Le processus de mise en œuvre du POAS et les acteurs (institutions et organisations) qui en ont la responsabilité doivent donner des résultats en fonction des besoins, tout en utilisant au mieux les ressources. L'ensemble des acteurs concernés (y compris les populations à la base) peuvent directement avoir accès aux processus et aux institutions et recueillir l'information qui doit être accessible et suffisante pour permettre à toutes les parties prenantes de comprendre ce qui est fait, et d'en assurer le suivi.
- **Etat de droit :** Les règles de gestion du territoire doivent être appliquées de façon équitable et impartiale, en particulier les questions relatives aux droits de chaque citoyen d'avoir accès aux ressources. Les dispositifs qui seront mis en place et les processus doivent viser à répondre aux besoins de toutes les parties prenantes. La bonne gouvernance doit jouer un rôle d'intermédiaire entre des intérêts différents afin d'aboutir à un large consensus sur ce qui sert le mieux les intérêts des populations de l'entente et, le cas échéant, sur les politiques et les procédures à la fois nationales et régionales, dans une parfaite cohérence avec les dispositions d'intégration sous régionale (CEDEAO et UEMOA) ;
- **Redevabilité :** Les décideurs au niveau de la commune et des autres acteurs dépositaires de responsabilité dans la mise en œuvre du POAS (y compris les acteurs non gouvernementaux) doivent rendre des comptes au public, ainsi qu'aux parties prenantes institutionnelles.
- **Participation :** Toutes les parties prenantes (catégories) auront voix au chapitre en matière de prise de décisions, directement ou par l'intermédiaire de représentations légitimes qui défendent leurs intérêts. Cette participation doit être la plus large possible et fondée sur la liberté d'association et de parole, ainsi que sur les capacités nécessaires à chacun pour participer de façon constructive à la prise de décisions.
- **Equité :** L'ensemble des parties prenantes ont la possibilité d'améliorer ou de maintenir leurs conditions de vie/ de travail.
- **Appropriation :** La collectivité territoriale, en ce qui la concerne exerce une réelle maîtrise sur sa politique et stratégie de développement et assure la coordination des actions relatives à sa mise en œuvre.
- **Alignement :** Le projet de territoire de la commune s'inscrit dans la politique de décentralisation en cours au Sénégal qui vise à « construire des territoires viables, compétitifs et durables ». Il cadre parfaitement avec le Plan Sénégal Emergent dont l'économie, le capital humain et la gouvernance constituent les leviers fondamentaux.

N° Axe	POAS Saré Coly Sallé	Plan Sénégal Emergent (PSE)
Axe 1	Développement durable de l'économie locale	Transformation structurelle de l'économie et croissance
Axe 2	Renforcement de l'accès aux services sociaux de base	Capital humain, Protection sociale et Développement durable
Axe 3	Promouvoir la gouvernance locale	Gouvernance, Institutions, Paix et Sécurité

Harmonisation : Les actions des PTF sont mieux harmonisées et plus transparentes, et permettent une plus grande efficacité collective au sein de la commune.

- Gestion axée sur les résultats : L'ensemble des composantes du dispositif de mise en œuvre du POAS doit s'inscrire dans une logique de gérer les ressources et d'améliorer les processus de décision en vue d'obtenir des résultats de développement durable du territoire.

8.2 Dispositif institutionnel de pilotage

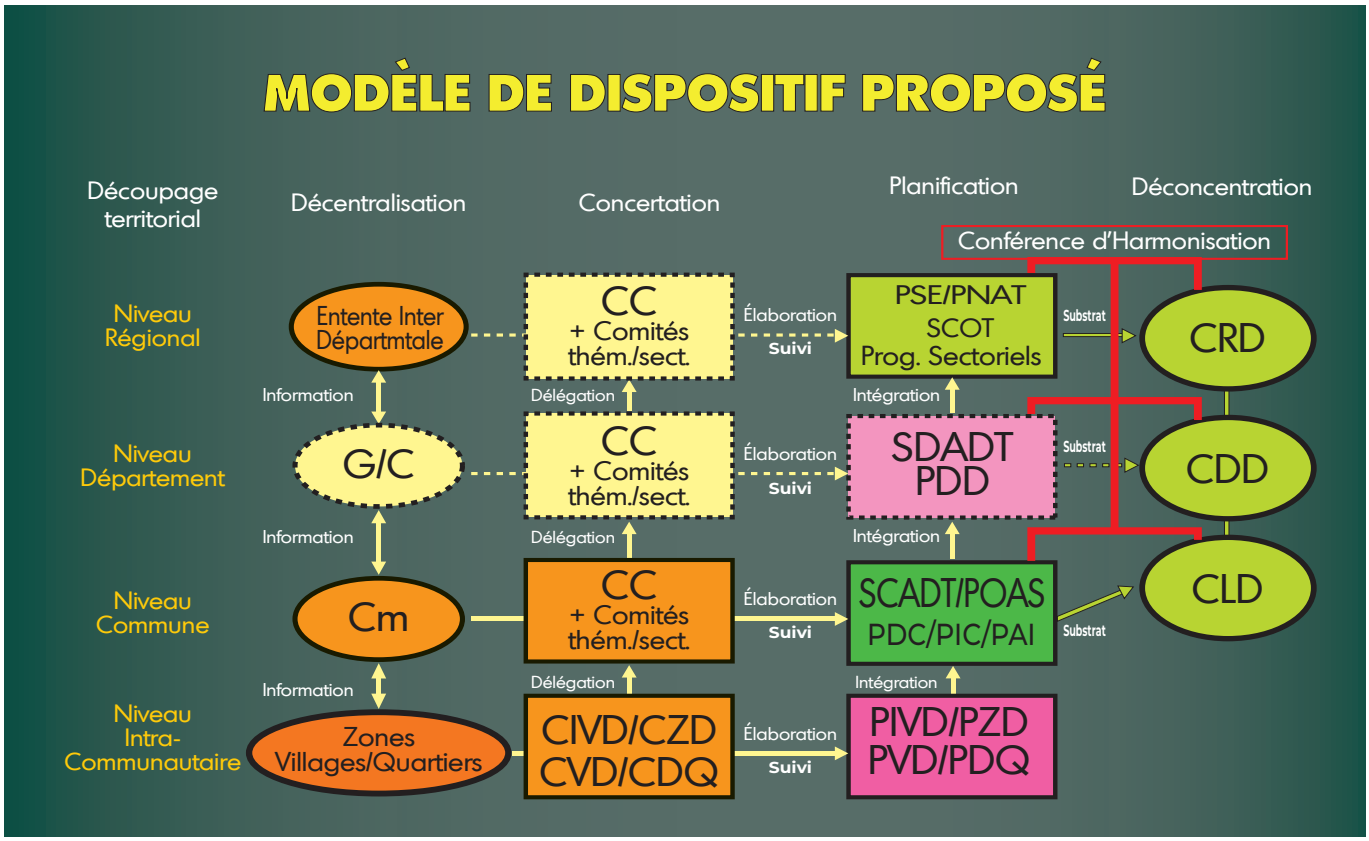
8.2.1 Arrangements institutionnels de mise en œuvre

Le dispositif de mise en œuvre du POAS s'insère dans le cadre des arrangements institutionnels retenus à l'échelle régionale pour une mise en œuvre harmonisée des actions de développement.

Ce dispositif pourrait reposer sur des Cadres de Concertation au niveau des villages, qui seraient agrégés à l'échelle communal par un système de représentation équitable, pour créer un Cadre de Concertation Communal.

Ce cadre de Concertation Communal permettra au Conseil municipal d'assurer un suivi de la mise en œuvre du POAS et de promouvoir une dynamique de gouvernance participative.

Le modèle de Cadre de Concertation proposé par les acteurs régionaux et approuvé par les autorités administratives se résume sur le schéma suivant.



8.2.2 Rôles et responsabilités des acteurs

Globalement, l'esprit qui préside à la mise en œuvre du POAS n'étant pas d'affecter à priori des actions à des catégories d'acteurs, les rôles et responsabilités sont centrés sur la nécessité pour chaque partie prenante de s'assumer, afin de participer de manière significative tant dans la conception que dans la mise en œuvre d'actions articulées autour du POAS et qui relèvent de leurs compétences conformément à la Loi sur l'Acte 3 de la Décentralisation.

8.2.2.1 Le Conseil Municipal

Globalement, le Conseil municipal se chargera pour la mise en œuvre du POAS de :

- Promouvoir auprès des PTF, des Services de l'Etat et de la Coopération décentralisée les projets contenus dans le POAS ;
- Participer au suivi et à la mise en œuvre du POAS, en rendant compte de l'avancement de la recherche de partenaires mais également des projets mis en œuvre ;
- Développer des synergies intervillageoises pour faciliter la mise en œuvre des mesures intervillageoises qui pourraient découlées du POAS ;
- Participer effectivement, à travers une représentation à définir, au dispositif de mise en œuvre et de suivi évaluation du POAS.

8.2.2.2 Les Agences et Services Techniques Déconcentrés

Les Agences et Services Techniques Déconcentrés de l'Etat, devront pour leur part et chacun en ce qui le concerne et, en tenant compte de leurs spécificités :

- Soutenir le Conseil municipal dans la formulation et la mise en œuvre des projets phares issus du POAS ;
- Contribuer directement au financement du POAS ou à travers leurs partenaires stratégiques ;
- Participer au suivi évaluation du POAS à travers des revues conjointes avec le Conseil municipal ;

8.2.2.3 Les Acteurs Non Gouvernementaux (ANG)

L'ensemble de ces acteurs sont parties prenantes à part entière dans la mise en œuvre du POAS. A cet effet, les organisations qui composent chaque catégorie peuvent initier des actions spécifiques mais articulées au POAS et bénéficient dans ce cadre des mécanismes de financement retenus. Les ANG sont membres des différentes instances de mise en œuvre du plan. Les acteurs ont pour rôles : i) la définition des modalités de participation et de représentation au sein des instances de mise en œuvre de la stratégie ; ii) la coordination du suivi de la mise en œuvre des projets d'ANG.

8.2.2.4 Les Partenaires Techniques et Financiers (PTF)

Il est recherché dans le rôle des PTF une meilleure harmonisation des financements mis en place et leur complémentarité dans la promotion du POAS, intégrant les synergies intersectorielles. Sous ce rapport, il relève de la responsabilité des PTF, dans l'ensemble des projets soutenus de manière sectorielle ou transversale, l'intégration obligatoire de variables de mesure des performances spécifiques au POAS. Dans ce cadre, une commission PTF sera mise en place dont les modalités de fonctionnement et de contribution seront définies de manière consensuelle avec le Conseil municipal.

8.2.3 Instruments de mise en œuvre

8.2.3.1 Le PDC

Il s'agit du Plan Développement Communal (PDC) qui est élaboré par la commune. Ce PDC devra adresser les problématiques posées dans le diagnostic du POAS, en proposant des solutions articulées aux orientations d'aménagement retenues dans le présent POAS.

8.2.3.2 Le Plan Annuel d'Investissement

A ce niveau, le Conseil municipal doit pour chaque année, extraire dans le Plan d'Actions Prioritaires, les actions à mener pour chaque année et le soumettre en conseil pour adoption. Une fois adopté, le PAI doit être mis en œuvre en identifiant clairement les différentes sources de financement des actions planifiées pour l'année. A la fin de chaque année, une évaluation est faite pour mesurer le niveau d'exécution du PAI et élaborer en conséquence le PAI de l'année suivante.

8.2.3.3 La convention locale

La Convention locale de gestion des ressources naturelles et de l'environnement est une grande réussite au Sénégal. Depuis une quinzaine d'années, le recours à cet instrument contractuel négocié au niveau local, pour une gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement, n'a cessé de croître. Adoptées sur la base des « cadres de concertation » par une délibération de la collectivité territoriale (Commune, Département) et approuvées par l'Administration (sous-Préfets, Préfets,) qui en devient cosignataire, cet outil a prouvé son efficacité sur le terrain. D'une grande diversité, elle peut porter sur une simple ressource, un groupe de ressources, ou encore sur un écosystème entier. Impliquant l'ensemble des acteurs concernés, notamment les populations, gestionnaires directs des ressources naturelles, elle offre la flexibilité, mais aussi le niveau de détail nécessaire, à une gestion rationnelle et intelligente de ressources naturelles hélas de plus en plus rares.

8.2.3.4 La Charte du Domaine Irrigué Aménagé (CDIA)

La Charte est venue répondre au besoin de disposer d'un instrument de gestion concertée, qui prend en compte l'état des ressources, les défis de leur préservation et la sécurisation de leur mise en valeur, tout en s'inscrivant dans le système normatif des textes et lois en vigueur au Sénégal. Pour cela, elle définit les conditions d'accès et d'exploitation des terres irriguées et fixe les rôles et responsabilités de chaque acteur. Les clauses de la Charte sont formulées sous forme d'engagements des trois catégories d'acteurs signataires (les communes rurales, les usagers du domaine irrigué et l'État à travers ses services techniques) pour faire face aux contraintes de la mise en valeur des terres irriguées.`

8.2.3.5 Plan d'aménagement et de gestion

Le plan d'aménagement forestier est la feuille de route de la gestion durable des ressources forestières. Définie par le Code forestier, elle donne un cap et les grandes orientations sylvicoles d'une forêt, appartenant à l'Etat ou aux collectivités territoriales, pour une durée de 12 années environ. Son objectif : gérer de manière durable ces forêts, relevant du régime forestier, pour permettre à la société de bénéficier pleinement de tous les services offerts (production de bois, bien-être, promenade, biodiversité, prévention des risques naturels...).

8.2.3.6 Le cadre de Suivi Évaluation

Il doit définir très clairement les éléments suivants : i) Cadre de Mesure des Rendements du POAS ; ii) les méthodes de gestion des informations (collecte, traitement, stockage et diffusion) ; iii) le dispositif de suivi évaluation, avec une définition très claire des rôles et responsabilités des acteurs impliqués.

8.2.3.6.1 Le cadre de mesure des rendements du POAS

Il doit fournir l'ensemble des variables de mesures que sont les indicateurs. Pour chacune de ces variables de mesures qui sont déclinées pour chaque niveau de la chaine de résultats, des cibles seront fixées. Celles-ci traduiront les ambitions retenues par la Commune pour contribuer significativement à l'amélioration des conditions d'existence des populations. Ces ambitions se veulent alignées à la position stratégique qu'occupe la Commune dans le développement départemental.

8.2.3.6.2 La méthode de gestion de l'information

Elle repose sur un ensemble d'outils dont des fiches de collectes d'informations, un Système d'Information Géographique et Foncière (SIG/ SIF) et un rapport de performance.
Les fiches de collecte d'informations seront gérées aux différents niveaux de production de statistiques (services techniques, projets de développement, autres acteurs sociaux).
Le SIG/SIF sera situé au sein de l'instance en charge de la mise en œuvre du POAS. Il permettra de paramétrer l'ensemble des données statistiques et créer toutes les relations dans la hiérarchie et la synergie des variables de mesure des progrès contenues dans le cadre de mesure des rendements. Ce qui favorise une information systématique des indicateurs et in fine l'analyse de leur évolution au regard des réalisations et des objectifs poursuivis.

8.2.3.6.3 Le Rapport de performance de la mise en œuvre du POAS

Il est produit annuellement et permet de récapituler et d'analyser les progrès. Il s'appuie sur le cadre de mesure des rendements et du support de suivi automatisé.
8.2.3.7 Les instruments sectoriels de mise en œuvre
Les acteurs sectoriels, disposent d'instruments spécifiques ou intégrés de mise en œuvre d'actions de développement. Ainsi, tous les projets sectoriels venant en appui au processus de développement de la Commune quel qu'en soit l'entrée devront s'articuler au processus communal en indiquant de façon très claire leur contribution attendue dans l'atteinte des objectifs de développement communaux.

8.3 Le Financement du POAS

8.3.1 Évaluation des coûts

Les coûts relevant de la mise en œuvre du POAS sont évalués de manière générale dans le PDC, mais c'est à travers l'instrument de programmation opérationnelle qu'est le PAI (Plan Annuel d'Investissement), que les actions seront annuellement mieux budgétisées.

8.3.2 Les Sources de financement

Les sources de financement du POAS sont multiples et multiformes, on peut cependant distinguer :

- Le financement par les collectivités territoriales (Commune, Conseil Départemental) à travers des ressources propres tirées de leur budget ;
- Le financement par l'État du Sénégal grâce aux budgets des Ministères sectoriels (Éducation, Santé, Hydraulique, Énergie, l'agriculture avec le projet Tiers Sud, etc.), les Agences publiques et les Projets / Programmes nationaux ;
- Le financement par des Partenaires Techniques et Financiers, bilatéraux ou multilatéraux ;
- Le Financement au travers de la coopération décentralisée ;
- Le financement au travers de la diaspora de la Commune résidant notamment dans l'union Européenne, en Amérique du Nord dans la CEDEAO et l'UEMOA ;

9

ANNEXES

9.1TITRE I : DELIBERATION PORTANT REALISATION DU POAS 62
9.2 TITRE II : CARTES A VOCATION PAR ZONE 63
9.3 TITRE III : LES REGLES D'OCCUPATION DU SOL 65
9.3.1 ARTICLE 1 : VOCATION DES TERRES DE LA COMMUNE 66
9.3.2 ARTICLE 2 : POINTS D'EAU PASTORAUX 66
9.3.3 ARTICLE 3 : COULOIRS DE PASSAGE DU BETAIL 66
9.3.4 ARTICLE 4 : DE L'UTILISATION DES RESIDUS DE RECOLTES PAR LE BETAIL 67
9.3.5 ARTICLE 5 : ZONE AGROPASTORALE 67
9.3.6 ARTICLE 6 : ZONE SYLVO PASTORALE 67
9.3.7 ARTICLE 7 : ZONE D'HABITATION 67
9.3.8 ARTICLE 8 : GESTION FONCIERE 68
9.3.9 ARTICLE 8 : PISTE DE PRODUCTION 68
9.3.10 ARTICLE 9 : LA CONSERVATION DE LA BIODIVERSITE 68
9.3.11 ARTICLE 10 : LA CHASSE. 70
9.3.12 ARTICLE 10 LA PECHE 70
9.3.13 ARTICLE 11 : ACTIVITES MINIERES 71
9.4 TITRE IV : ADOPTION, DIFFUSION, REVISION ET MISE A JOUR DU PLAN 71
9.4.1 ARTICLE 12 : DIFFUSION DU PLAN 71
9.4.2 ARTICLE 13 : REVISION ET MISE A JOUR DU POAS 71
9.4.3 ARTICLE 14 : LES COMMISSIONS DE SUIVI DE L'APPLICATION ET D'EVALUATION DU POAS 72
9.4.4 ARTICLE 16 : VOIES DE RECOURS 72

9.1 TITRE I : DELIBERATION PORTANT REALISATION DU POAS

REPUBLIQUE DU SENEGAL **N° 03/COM/ SCS/2022**
REGION DE KOLDA
DEPARTEMENT DE VELINGARA
ARRONDISSEMENT DE SARE COLY SALLE
COMMUNE DE SARE COLY SALLE

ANALYSE : Délibération portant réalisation du plan d'occupation et d'affectation des sols de la Commune de SARE COLY SALLE 2022-2032.

LE CONSEIL MUNICIPAL DE SARE COLY SALLE

VU la Constitution,
VU la loi N°64-46 relative au domaine national
VU la loi 72-02 du 1er Février 1972 relative à l'organisation de l'administration territoriale, modifiée
VU la loi n° 76-67 du 02 Juillet 1976
VU la loi N° 81-13 du 4 Mars 1981 portant Code de l'Eau
VU la loi n° 83-05 du 28 Janvier 1983 portant Code de l'environnement
VU loi N° 83-71 du 5 juillet 1983 portant code de l'hygiène
VU la loi n° 86 - 04 portant code de la chasse et de la protection de la faune
VU la loi 2004-16 du 25 mai 2004 portant loi agro-sylvo-pastorale
VU la loi n° 2008-43 du 20 août 2008 portant Code de l'Urbanisme
VU la loi 2013-10 du 28 Décembre 2013 portant code général des collectivités locales
VU le procès-verbal N° 01 en date du 09 Avril 2022 portant installation et élection du bureau du Conseil Municipal de SARE COLY SALLE ;

DELIBERE ET VALIDE :

ARTICLE PREMIER: Le Conseil municipal de SARE COLY SALLE a adopté à l'unanimité des conseillers, le plan d'occupation et d'affectation des sols de la commune 2022-2032

ARTICLE 2 : la présente délibération sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Fait à SARE COLY SALLE, le 25/03/2022

Ampliations :

-**Sous-préfet de** Saré coly salle
- SRP/ Kolda
- ARD /KOLDA
-Affichage
-Archives/chrono

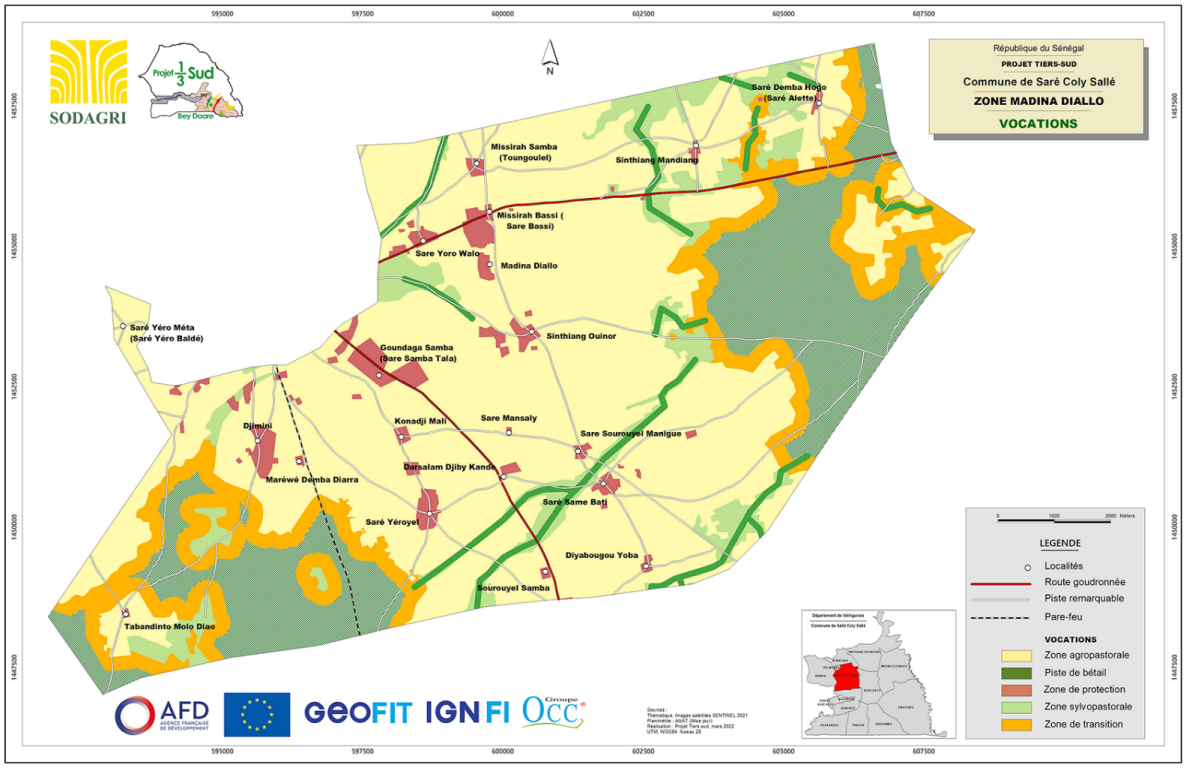
LE MAIRE

REPUBLIQUE DU SENEGAL LE MAIRE

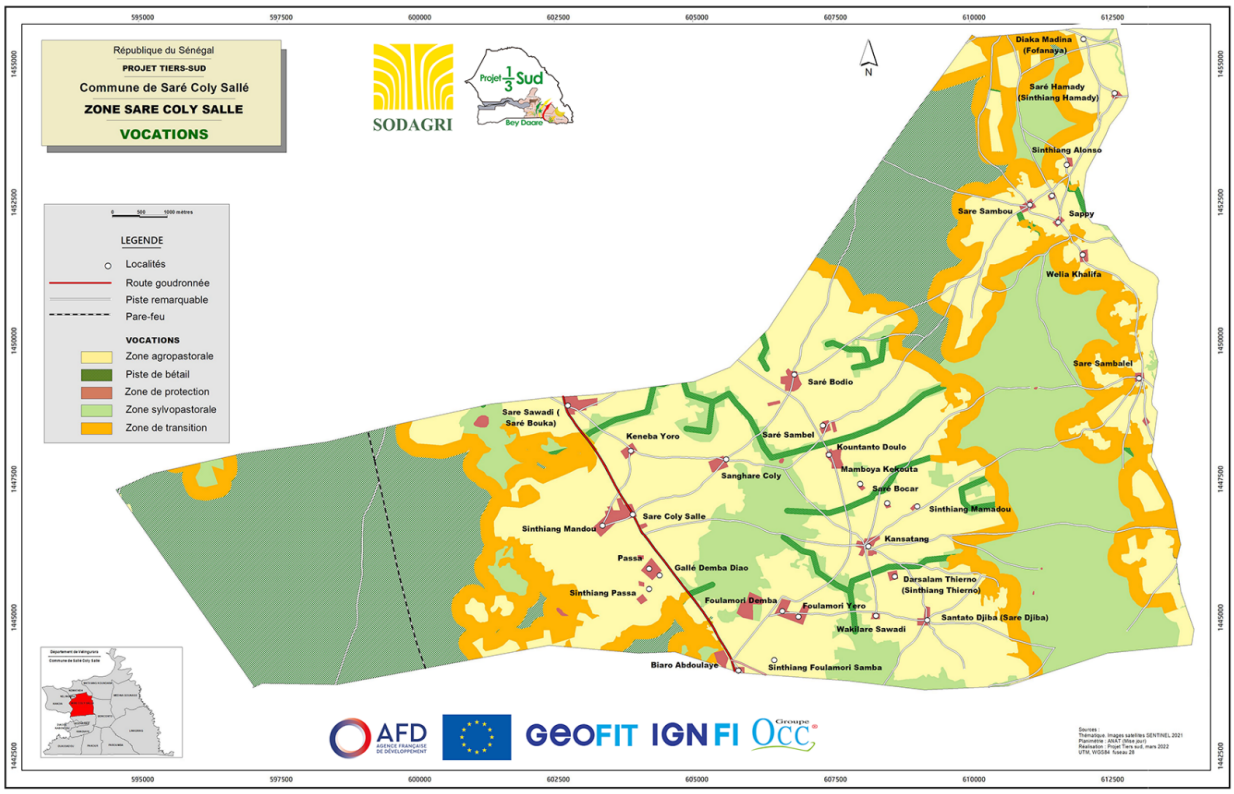
Mamadou BALDE

9.2 TITRE II : CARTES DE VOCATIONS PAR ZONE

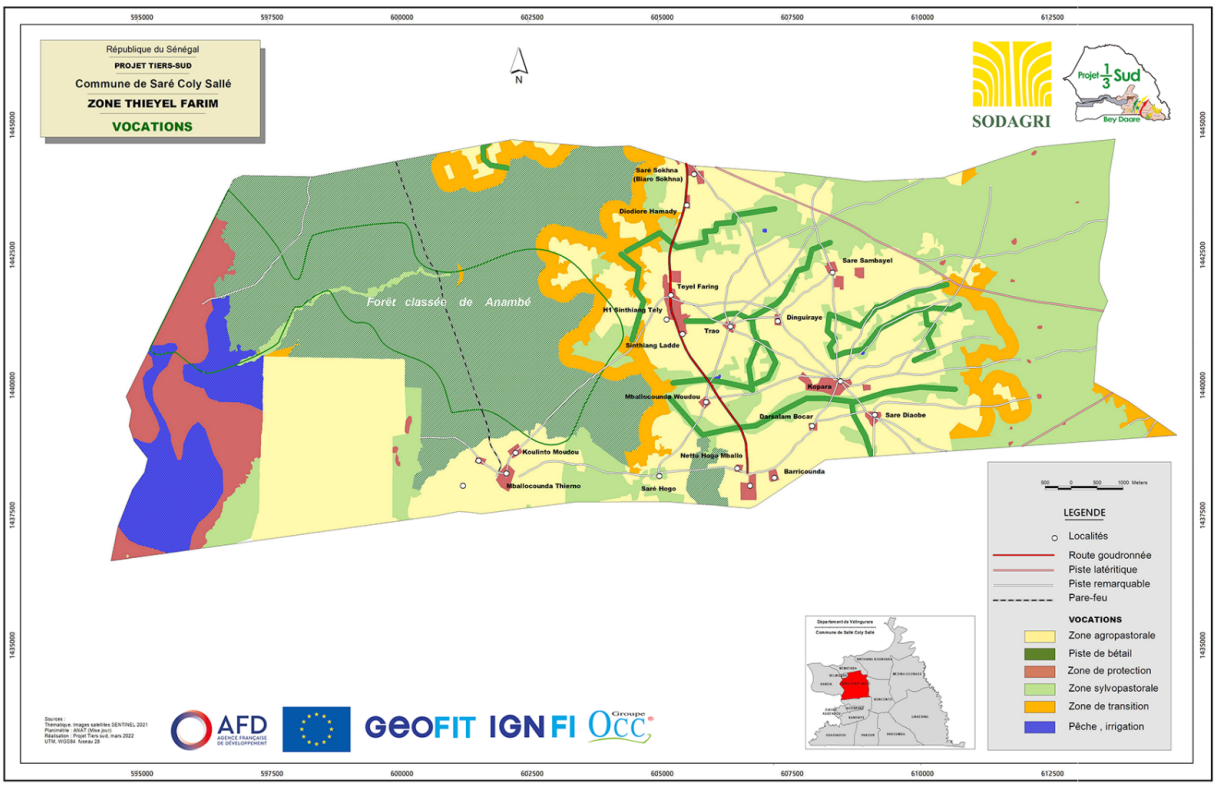
Carte 5 : Carte de vocations de la zone de Madina Diallo



Carte 6 : Carte de vocations de la zone de Saré Coly Sallé



Carte 7 : Carte de vocations de la zone de Thiéyel Farim



9.3 TITRE III : LES REGLES D'OCCUPATION DU SOL

LE CONSEIL MUNICIPAL de
Vu la constitution, notamment en son article 102, stipulant la libre administration des CL;
Vu la loi n° 64-46 du 17 juin 1964 relative au domaine national ;
Vu la loi n° 76-66 du 2 juillet 1976 portant code du domaine de l'Etat ;
VU la loi 72-02 du 1er Février 1972 relative à organisation de l'administration territoriale, modifiée
Vu la loi n° 80-268 du 10 mars 1980 portant organisation des parcours de bétail et fixant les conditions d'utilisation des pâturages ;
Vu la loi n° 96-06 du 22 mars 1996 portant code des CL ;
Vu la loi n° 96-07 du 22 mars 1996 portant transfert de compétences aux trois ordres de CL (régions, communes et communautés rurales) ;
VU la loi N° 81-13 du 4 Mars 1981 portant Code de l'Eau
VU loi N° 83-71 du 5 juillet 1983 portant code de l'hygiène
VU la loi n° 86 - 04 portant code de la chasse et de la protection de la faune
Vu la loi n° 63-10 du 10 juin 1963 portant Code de la pêche
Vu la loi n° 2018-25 du 12 novembre 2018, portant Code forestier, partie législative ;
Vu le décret N° 2019-110, portant application de la loi n° 2018-25 du 12 novembre 2018 portant code forestier ;
Vu La loi n°2021-04 du 12 janvier 2021 portant Orientation pour l'Aménagement et le Développement durable des Territoires (LOADT) fut promulguée pour fixer le principe, les orientations, les outils, les organes et les instruments de l'aménagement et du développement du territoire.
Vu la loi n° 2001-01 du 15 janvier 2001 portant code de l'environnement ;
VU la loi 2004-16 du 25 mai 2004 portant la loi agro-sylvo-pastorale
VU la loi n° 2008-43 du 20 août 2008 portant Code de l'Urbanisme
VU la loi n°2013-10 du 28 Décembre 2013 portant code général des collectivités locales
Vu le décret n° 64-573 du 30 juillet 1964 fixant les conditions d'application de la loi relative au domaine national ;
Vu le décret n° 72-1288 du 27 octobre 1972 relatif aux conditions d'affectation et de désaffectation des terres du domaine national comprises dans les communautés rurales modifié ;
Vu le décret n° 73-703 du 25 juillet 1973 relatif à la création et à l'organisation des villages ;
Vu le décret n° 2007-1049 du 7 septembre 2007 modifiant le décret n° 86-275 du 10 mars 1986 portant réglementation de la mise en fourrière des animaux errants ;
Vu le XXXX modifiant le décret n°72-1288 du 27 octobre 1972 relatif aux conditions d'affectation et désaffectation des terres du domaine national ;
Décret 2020 1773 du 16 septembre 2020 modifiant le décret n°72-1288 du 27 octobre 1972 relatif aux conditions d'affectation et désaffectation des terres du domaine national ;
VU le procès-verbal XXXX portant installation et élection du bureau du Conseil Municipal de XXXXXX ;
Vu l'arrêté portant élaboration du Plan d'Occupation et d'Affectation du Sol (POAS)
Exposé de motif

DELIBERE

9.3.1 ARTICLE 1 : VOCATION DES TERRES DE LA COMMUNE

Les résultats du diagnostic participatif et de la cartographie de l'occupation du sol ont conduit, dans l'opération de réalisation du POAS, à l'identification par les populations locales, de quatre (04) zones à vocation dans le territoire de la Commune.
Le présent POAS adopte ces vocations qui s'identifient aux zones ci-après :

- la zone Agro pastorale
- la zone Sylvo pastorale
- Les zones de protection
- Les zones tampons

Le territoire de la Commune de XXXX se répartit ainsi en fonction de ces XXXX types de zones à vocation dûment identifiés lors des ateliers de concertation par les représentants des populations (cf. figure)
voir Carte de vocation de zones ci-dessus

9.3.2 ARTICLE 2 : POINTS D'EAU PASTORAUX

R1. D'après les propositions ressorties des ateliers de concertation, sont officiellement reconnus comme points d'eau servant d'abreuvement pour le bétail les ressources en eau suivantes :

- Les puits pastoraux et forages suivants (avec abreuvoirs)
- Les mares dont les noms suivent :

Appellation locale	Village de rattachement	Position Géographique

R2. Cette liste peut être mise à jour si nécessaire par une délibération du Conseil Municipal chaque fois que d'autres points d'eau seront identifiés comme pouvant assurer l'abreuvement du bétail.

R3. L'accès du bétail à ces différents points d'eau ci-dessus énumérés est un droit inaliénable, reconnu, garanti et officialisé par ce présent plan d'occupation et d'affectation des sols. Toute activité de quelque nature que ce soit pouvant entraver cet usage est formellement interdite et est passible de pénalités pour manquement aux dispositions du POAS.

9.3.3 ARTICLE 3 : COULOIRS DE PASSAGE DU BETAIL

R 4. A l'issue de la négociation sociale pour délimiter les couloirs de passage du bétail, il existe désormais dans les limites géographiques de la Commune des couloirs identifiés de façon consensuelle et empruntables par le bétail pour aller des zones d'habitation jusqu'aux parcours naturels et post-culturaux.

R5. Les pistes de bétails doivent respecter une largeur de 100 mètres. Une fois délimités, et matérialisés ce ou ces couloirs feront l'objet d'une délibération adoptée par le Conseil Municipal qui sera publiée et annexée au présent POAS. (voir la liste de parcours en annexe)

R6. La libre circulation du bétail dans les pistes officielles constitue un droit reconnu et garanti par le présent plan en toute saison. Toute activité ou occupation susceptible de la gêner ou d'entraver, est interdite et sera sanctionnée

.

9.3.4 ARTICLE 4 : DE L'UTILISATION DES RESIDUS DE RECOLTES PAR LE BETAIL

R7. L'accès du bétail aux parcours post-culturaux de tous types est obligatoire dans toute exploitation libérée. En conséquence, toute pratique susceptible de l'aliéner est interdite et passible de sanction.

R8. Le Conseil municipal dressera une liste des champs qui, en raison de la particularité des cultures qui y sont faites ou de la nature des aménagements, devront être libérés de l'obligation de vaine pâture. Toutefois, les propriétaires des champs non libérés devront seuls assurer la protection de leurs périmètres. Ils ne pourront prétendre à aucune réparation en l'absence de protection.

R9. Le Conseil municipal est chargé, en relation avec les Chefs de village et les Commissions de zone et les Animateurs POAS, d'organiser et de suivre annuellement, l'accès progressif aux champs libérés, en particulier par la définition de dates de début et de fin de récolte.

Voir arrêté portant sur Liste des dates et périodes.

9.3.5 ARTICLE 5 : ZONE AGROPASTORALE

R10. La pratique de l'agriculture et de l'élevage est admise dans cette zone. L'agriculture y est la forme dominante.

R11. Pendant la saison des cultures, le déplacement du bétail est interdit en dehors des pistes de bétail. Tout cas de divagation sera puni sur la base d'une estimation des dégâts qui seront remboursés et d'une pénalité pour manquements aux règles d'occupation des sols

R12. Tout transhumant, est tenu de respecter les règles de conduite de troupeau en vigueur dans la zone. Pour tout cas de divagation, le propriétaire du troupeau est passible d'une amende. Il est également tenu de quitter les lieux dans de brefs délais.

9.3.6 ARTICLE 6 : ZONE SYLVO PASTORALE

R13. Le Conseil désignera une commission chargée, en collaboration avec les populations des différentes zones et avec les services compétents de l'État, de définir un tracé officiel des pare feux. Ce tracé sera annexé au présent plan dont il sera partie intégrante. Liste et tracé des pare feux.

R14. Le Conseil est chargé d'organiser la lutte contre les feux de brousse. Il veillera ainsi à la mise en place de comités de veille et de surveillance au niveau des différentes zones.

R15. Les comités de veille et de surveillance des feux de brousse doivent se mobiliser pour combattre le fléau dès qu'il est déclaré. Quiconque refuse de participer à l'extinction d'un feu déclaré sans motif valable, sera puni d'une amende qui sera fixée annuellement par le Conseil Municipal, de concert avec les comités et le service des eaux et forêts.

R16. La coupe des arbres ainsi que la pratique de la cueillette sont subordonnées à la délivrance d'un permis d'usufruit par le Maire. Le non-respect de cette norme expose à une amende pour manquements aux dispositions du Plan d'Occupation et d'Affectation des Sols.

R17 : Le pâturage est autorisé dans les forêts communautaires à la seule condition de ne pas couper les espèces végétales protégées.

9.3.7 ARTICLE 7 : ZONE D'HABITATION

Dans la zone d'habitation, les règles suivantes sont appliquées, en sus des règles valables sur tout le territoire de la Commune.

R18 : La zone d'habitation est constituée par les sites actuels des villages officiels, des hameaux qui leur sont rattachés et des zones d'extension définies par le POAS ou par les plans de lotissement validés par celui- ci. Ces zones sont clairement délimitées sur la carte des zones de vocation du sol qui est partie intégrante du POAS

R19 : Les zones d'habitation sont prioritairement destinées à l'occupation humaine pour l'habitat, et les infrastructures villageoises. Toute occupation susceptible de gêner cet usage est strictement interdite.

R20 L'installation sur une zone d'habitation est soumise à une autorisation préalable du Conseil Municipal ou d'une autorité dûment mandatée par ce dernier.

R21 : Les plans des villages devront prévoir des pistes d'accés aux infrastructures communautaires pour les hameaux rattachés. La largeur minimale de ces pistes est de 20 mètres.

9.3.8 ARTICLE 8 : GESTION FONCIERE

R22 : Le Conseil municipal demeure, conformément à la Loi, seul détenteur des compétences en matière d'affectation et de désaffectation de terres. Dans ses décisions, il veillera à respecter les choix des populations exprimés dans le Plan d'Occupation et d'Affectation des Sols.

R23 : Le Conseil municipal veillera à tenir les populations informées des décisions prises concernant les terres. Les canaux utilisés devront être officiels : affichage, chef de village, conseillers résidents.

R24 : Tout programme ou activité mis en œuvre dans la Commune devra respecter les choix des populations exprimés dans le présent Plan. En particulier, il devra : (i) Intégrer la place de l'élevage : respect des pâturages, couloirs d'accès à l'eau, etc. ; (ii) Respecter les usages prioritaires définis pour la zone; (iii) Être conçu en concertation avec les acteurs locaux dont au premier chef le Conseil municipal.

R25 : Le Conseil municipal veillera au suivi rigoureux des affectations foncières pour s'assurer : (i) de la mise en valeur effective et dans les délais définis par l'acte d'affectation ; (ii) d'un respect de la superficie et de la zone effectivement affectées.

R26 : Tout affectataire d'une terre de la Commune est tenu de respecter les usages autorisés par le Plan occupation et d'Affectation des Sols. Une mise en valeur contraire est passible d'une sanction pouvant aller jusqu'à la désaffectation.

9.3.9 ARTICLE 8 : PISTE DE PRODUCTION

R27 : Le Conseil municipal désignera une commission chargé de définir un tracé officiel des pistes de production pour l'accès aux villages, aux infrastructures communautaires, aux champs et aux points d'eau. Ce tracé sera annexé au présent plan dont il sera partie intégrante.

R28 : Le tracé des pistes de production pourra être modifié, sur délibération du Conseil municipal chaque fois que le besoin se fera sentir.

R29 : La largeur minimale des pistes de production est de 10 mètres, avec une zone de sécurité de 10 mètres de part et d'autre.

R30 : Le non-respect de ces normes par une occupation, quelle qu'elle soit, expose à une amende pour contravention aux règles d'occupation du sol, et au risque de désaffectation.

9.3.10 ARTICLE 9 : LA CONSERVATION DE LA BIODIVERSITE

R31. Sont désignées zones de conservation dans la commune ; (i) Le domaine forestier classé comprenant xxxxxxx y compris sa zone tampon ; (ii) Le domaine forestier protégé comprenant les réserves naturelles communautaires de XXXXXXXX et éventuellement les bois communaux, forêts communales, forêts de terroirs, sites naturels d'intérêt local créés par délibération du conseil municipal ; (iii) Les sites écosensibles comprenant une bande de trente mètres sur les rives de part et d'autre de fleuve xxxx et de ses dépendances et un rayon de cent mètres autour des mares, les sites de compensation de la biodiversité, les corridors écologiques pour la migration des espèces de faune sauvage, etc.

R32. La commune a créé par délibération du conseil municipal le secteur aménagé AHA. Ce secteur est aménagé et exploité durablement par les populations ou privés individuellement ou collectivement conformément à la charte du domaine irrigué. A ce secteur d'une superficie de XXX est délimitée et matérialisée à ces limites extérieures par la présence de bornes et de panneaux de manière apparente.

R33. La coupe, l'abattage, l'ébranchage et l'écorçage d'arbres à l'intérieur du périmètre de la commune, hors du domaine forestier classé et d'un domaine privé, sont soumis à l'autorisation préalable du conseil municipal et suivi d'une autorisation favorable du service des eaux forêts. . Toutefois l'autorisation de coupe des formations ligneuses ayant un rôle de protection d'équipements collectifs ou de l'environnement, ainsi que celle pour les arbres remarquables, les arbres semenciers sélectionnés ou essences protégées sont soumises à l'avis technique du Service forestier.

R34. Dans les forêts du domaine protégé, les populations riveraines sont autorisées à exercer des droits d'usage portant sur : (i) le ramassage du bois mort et de la paille ; (ii) la récolte de fruits, feuilles, racines, écorces gommes, résines et miel à des fins alimentaires ou médicinales ; (iii) les parcours du bétail et l'émondage des espèces fourragères; (iv) la coupe de bois de service destiné à la construction et à la réparation des habitations situées dans le terroir. Les produits acquis en vertu du droit d'usage, strictement limités aux besoins personnels et familiaux des usagers, ne peuvent circuler hors du terroir d'habitation du bénéficiaire qu'après autorisation du Service forestier. Ces droits d'usage n'entraînent aucun droit de disposer des lieux.

R35. L'extraction du miel sauvage ou d'élevage doit s'effectuer sans porter préjudice à la survie de l'essaim et sans provoquer de feu de brousse.

R36. Les fruits forestiers non susceptibles d'arriver à maturité ne peuvent être ni collectés ni stockés, ni transportés, ni vendus.

R37. Les espèces intégralement protégées sont : Albizzia Sassa (Banéto), Alstonia congensis (Emien), Butyrospermum parkii (Karité), Celtis integrifolia (Mboul), Daniellia thurifera (Santonforo), Diospyros mespiliformis (Alom), Holarrhena africana (Séhoulou), Mitaragyna stipulosa (Bahia), Piptadenia africana (Dabéma), Hyphaene thebaïca (Palmier Doum), Dalbergia melanoxylon (Dialambane) (...). L'abattage, l'arrachage, la mutilation et l'ébranchage des espèces intégralement protégées sont formellement interdits, sauf dérogation accordée par le service chargé des Eaux et Forêts, pour raisons scientifiques ou médicinales.

R38. Les espèces partiellement protégées sont Acacia raddiana (Seing), Acacia Sénégal Vereck (gommier), Adansonia digitata (Baobab) Afzelia afrucana (Linké), Borassus aethiopium (rônier), Ceiba Pentadra (Fromager), Chlorophora regia (Tomboiro noir), Cordyla pinnata (dimb), Faidherbia albida (Kadd) ; Khaya senegalensis '(Caïlcédrat), Moringa oleifera (Nébédaay), Pterocarpus erinaceus (Vène), Saba senegalensis (kaba), Sclerocarria Birrea (Beer), Tamarindus indica (Tamarin), Ziziphus mauritiana (jujubier), Grewia bicolor (Kèl). Les espèces partiellement protégées ne peuvent être abattues, ébranchées ou arrachées sauf autorisation préalable du Service forestier.

R39. Le conseil municipal assure la conservation des zones d'habitats naturels et des espèces menacées, notamment par l'érection dans les zones de terroirs des sites de compensation et d'amélioration de la biodiversité. Dans ces sites de compensation les activités forestières, agricoles et pastorales sont interdites ou restreintes. Les populations riveraines sont étroitement impliquées dans la conception et la mise en œuvre de ces initiatives de conservation qui doivent viser à améliorer leurs conditions d'existence.

R40. Dans le domaine forestier, sont autorisés à titre de droit d'usage le pâturage et le passage des animaux domestiques. L'émondage et l'élagage des essences non protégées en vue de la nourriture du bétail y sont autorisés. Ils sont, cependant, interdits dans les périmètres de reboisement et de restauration, dans les parcelles de forêts mises en défens et en voie de régénération naturelle ou dans les zones repeuplées artificiellement, tant que la présence des animaux ne risque pas d'endommager les plantations.

9.3.11 ARTICLE 10 : LA CHASSE.

R41. Sont désignées zones de chasse dans la commune :
La zone amodiée de xxx
La zone amodiée de xxx
La Zone d'intérêt cynégétique xxx
Dans les zones de chasse, les autres usages sont autorisés dans la mesure où ils sont où ils sont conformes à la réglementation et compatibles avec les activités de chasse.

R42. L'autorisation d'amodier dans les zones de terroirs est de la compétence du Président du Conseil départemental après avis préalable du Conseil municipal. L'instruction de l'autorisation est effectuée par le service des Eaux, forêts et chasse.

R43. Nul ne peut se livrer à la chasse s'il n'est détenteur d'un permis délivré par le service des Eaux ; forêts et chasse. Les pratiques de braconnage sont interdites.
La demande de permis de chasse est adressée au Chef du secteur forestier.

R44. Les dates d'ouverture et de fermeture de chasse sont fixées chaque année par le Ministre en charge des Eaux, forêts et chasse.
Pendant la période d'ouverture, la chasse ne peut être pratiquée que par les nationaux et les résidents, que du lever au coucher du soleil sur toute l'étendue du territoire.
Les animaux intégralement protégées (XXXXXX, XXXX etc.) et partiellement protégés (XXXXXX etc.) sont régis par les dispositions du Code de la chasse et de la protection de la faune.

9.3.12 ARTICLE 10 LA PECHE

R45 : Sont désignées zones de pêche dans la commune :
Dans les zones de pêche, les autres usages sont autorisés dans la mesure où ils sont conformes à la réglementation et compatibles avec les activités de pêche.

R46. L'exercice de la pêche dans les eaux continentales est mené conformément à la loi réglementant la pêche dans les eaux continentales.
L'exercice de la pêche est soumis à l'obligation d'obtenir un permis de pêche artisanale. Le permis de pêche artisanale est accordé pour une année calendaire et doit être validé chaque année. Le permis de pêche artisanale est exigé à tous les nationaux et étrangers qui veulent exercer la pêche artisanale dans les eaux continentales.
La délivrance du permis de pêche artisanale est assujettie au paiement d'une redevance annuelle forfaitaire.

R47. La réalisation de retenue d'eau à usage aquacole pourra être autorisée par le Service des pêches dans les conditions déterminées par un cahier des charges. Les bénéficiaires pourront y pratiquer la pêche en tout temps et par tous moyens.
Les retenues d'eau à usage agricole ou industriel pourront faire l'objet d'un aménagement aquacole sur proposition du Service des pêches.
R48. Les procédés, modes, techniques, engins et filets de pêche utilisés doivent être conformes aux normes en vigueur.
Il est interdit de capturer le poisson ou tout animal vivant dans l'eau à l'aide :

- d'armes à feu, de produits détonants ou d'engins explosifs ;
- de poison, de substances toxiques ou de toutes autres drogues destinés à détruire ou à enivrer le poisson ;
- d'appareils ou de toute manœuvre ayant pour objet de les rassembler dans des emplacements ou ils ne pourraient pas sortir librement ;
- d'un appareillage électrique.

Il est interdit de jeter à l'eau tout produit de nature à la polluer, à éliminer les poissons, les alevins ou les œufs, à rendre la pêche impraticable.

9.3.13 ARTICLE 11 : ACTIVITES MINIERES

R49. Sont désignées carrières dans la commune :
Les ouvertures de carrières d'extraction de sable et autres matériaux de construction ne sont autorisées, qu'avec l'accord du service des mines et des maires sous l'autorité du sous-préfet, dans la mesure où ils sont conformes à la réglementation et compatibles avec les activités.
L'autorisation du gouverneur après avis de la commission régionale de conservation des sols.

9.4 TITRE IV : ADOPTION, DIFFUSION, REVISION ET MISE A JOUR DU PLAN

9.4.1 ARTICLE 12 : DIFFUSION DU PLAN

R50. Le Conseil Municipal tiendra des séances de partages/validation à l'occasion desquels les dispositions du POAS seront présentées à l'ensemble des conseillers et partenaires au développement intervenants dans la zone.

R51. Les dispositions arrêtées à travers ce présent plan seront diffusées par voie de presse (écrite et parlée) à la fin du séminaire interne.

R52. Les règles contenues dans le POAS seront traduites dans les langues parlées au niveau de la commune et affichée au siège du Conseil Municipal ainsi qu'à tout autre endroit qui facilitera leur diffusion à large échelle.

R53. Le Conseil Municipal organisera des réunions de restitution du POAS dans chaque zone d'animation où les ateliers de concertation avaient eu lieu. Seront conviés à ces réunions les chefs de village, les représentants des OCB, des projets et ONG intervenants dans la zone ainsi que les populations locales.

R54. Chaque fois que le Plan sera revu et mis à jour, le Conseil Municipal suivra les mêmes étapes ci-dessus mentionnées.

9.4.2 ARTICLE 13 : REVISION ET MISE A JOUR DU POAS

R55. Les dispositions contenues dans ce présent plan peuvent être revues chaque fois que de besoin sur décision des assemblées locales.

R56 : D'autres dispositions faisant suite à l'apparition de nouveaux problèmes liés à la gestion des ressources naturelles peuvent être ajoutées au présent plan après concertation entre les populations de la zone concernée.

R57 : Toutefois, le processus de révision et/ou de mise à jour du plan suit inéluctablement les mêmes étapes que celles de l'élaboration des dispositions antérieures (concertation, amendement et validation).
Ces nouvelles règles devront faire l'objet d'une adoption par le Conseil Municipal de la zone concernée et d'une approbation du Sous-préfet avant leur mise en application.

9.4.3 ARTICLE 14 : LES COMMISSIONS DE SUIVI DE L'APPLICATION ET D'EVALUATION DU POAS

R58 : Au niveau de chaque zone d'animation de la Commune, il sera mis en place une commission de suivi de l'application du POAS. Ces commissions seront composées de l'ensemble des chefs de villages de ladite zone. Elles seront chargées de sensibiliser les populations sur les règles et dispositions du POAS. Aussi, elles veilleront au respect des dates qui symbolisent la pratique des activités (début campagne agricole, fin de récolte, date des cueillettes...) comme souligné à travers les précédentes dispositions.

R59 : Pour une application effective de la précédente disposition, les XXX zones d'animations retenues dans le cadre du processus d'élaboration du POAS seront reconduites pour servir de lieux d'animation de l'application du présent Plan. Il s'agit des zones de :

R60 : Des comités de supervision et de saisine du Conseil Municipal seront également installés dans chaque zone. Ces comités seront composés de deux représentants de chefs de village, deux représentants des agriculteurs, deux représentants des éleveurs et les conseillers de la zone. Ils seront présidés obligatoirement par un conseiller Municipal.

R61 : Ces comités seront chargés de faire respecter à l'échelle zonale, les dispositions arrêtées dans le POAS. Ils sont également destinés à identifier les contrevenants aux présentes dispositions et d'en informer le Conseil Municipal.

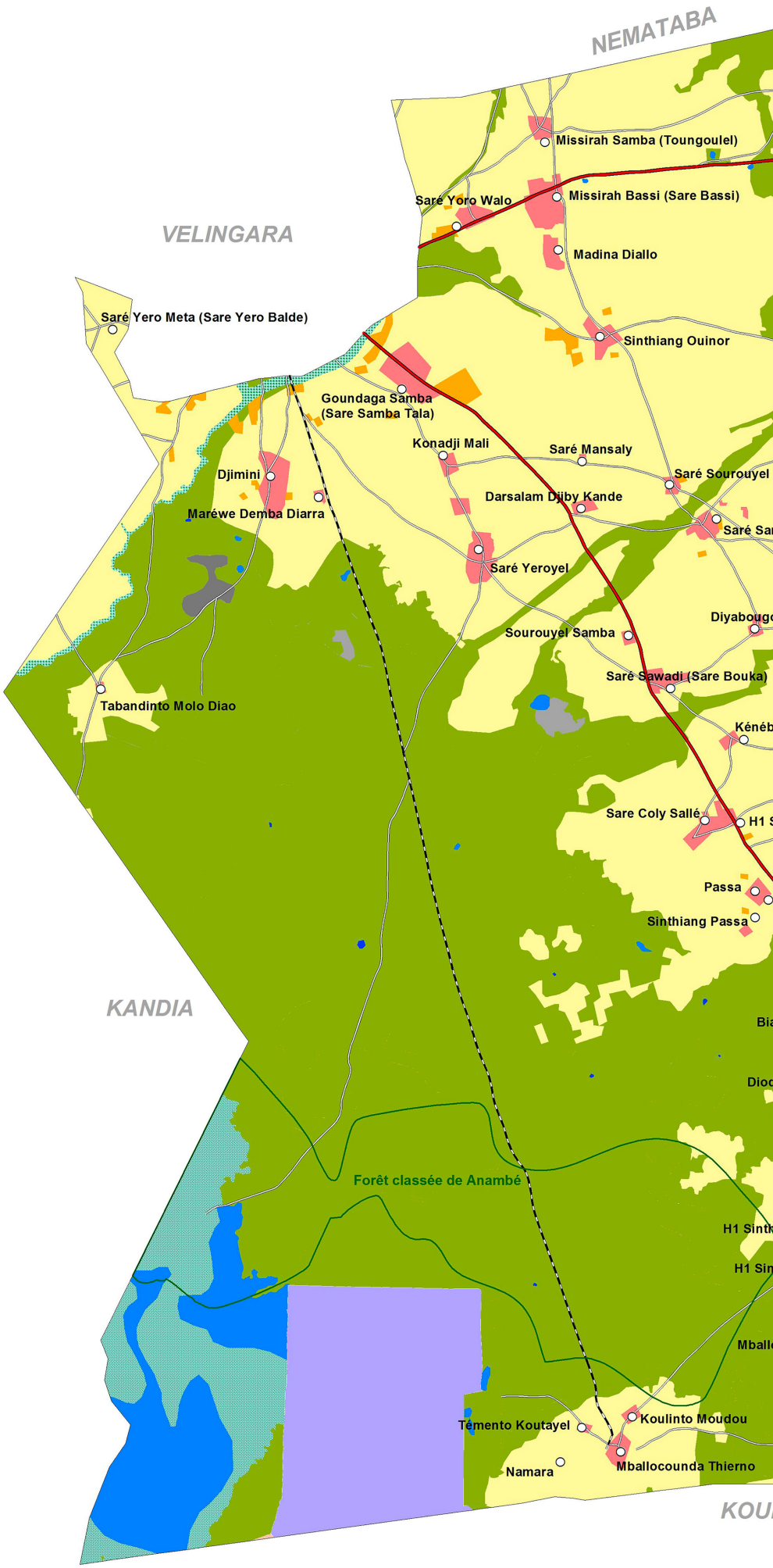
9.4.4 ARTICLE 16 : VOIES DE RECOURS

R64 : Toute personne physique résidant dans les limites géographiques de la Commune dispose de capacités légales à signaler des actes non-conformes aux règles du POAS qu'elle aura elle-même constaté.

R65 : La commission de zone est interpellée au cas échéant pour rendre compte au Conseil municipal dans un délai raisonnable qui ne doit pas excéder une semaine. Si au-delà la commission ne s'acquitte pas de sa mission, toute personne est autorisée à saisir directement le Conseil municipal qui dispose d'un délai de quinze jours pour réagir.

R66 : Si le Conseil municipal ne réagit pas dans les délais, toute personne lésée est habilitée à intenter une action contre le Conseil municipal par voie de recours auprès de la juridiction administrative de xxxxxx.

COMMUNE : SARÉ COLY SALLÉ


NEMATABA
VELINGARA
KANDIA
Missirah Samba (Toungoulel)
Missirah Bassi (Sare Bassi)
Sare Yoro Walo
Madina Diallo
Saré Yero Meta (Sare Yero Balde)
Sinthiang Ouinor
Goundaga Samba
(Sare Samba Tala)
Konadji Mali
Saré Mansaly
Djimini
Saré Sourouyel
Darsalam Djiby Kande
Marèwe Demba Diarra
Saré Yeroyel
Sourouyel Samba
Sarè Sawadi (Sare Bouka)
Tabandinto Molo Diao
Sare Coly Sallé
Passa
Sinthiang Passa
Forêt classée de Anambé
Témento Koutayel
Koulinto Moudou
Namara
Mballocounda Thierno


Saré Demba Hogo (Sare Alette)
Sinthiang Mandiang
Diaka Madina (Fofanaya)
Sare Hamady
(Sinthiang Hamady)
Sinthiang Alonso
H1 Sinthiang Roudji
Sare Sambou
BONCONTO
Sappy
Manigue
Wélia Khalifa
me Bati
ou Yoba
Saré Sambalel
Saré Bodio
Saré Sambel
a Yoro
Sangharé Coly
Kountanto Doulo
Mamboya Kékouta
H1 Sare Bocar
Sinthiang Mandou
H2 Sinthiang Mamadou
Kansatang
H1 Galle Demba Diao
Darsalam Thierno (Sinthiang Thierno)
Foulamori Demba
Wakilare Sawadi
Santato Djiba (Sare Djiba)
Foulamori Yero
H1 Sinthiang Foulamori Samba
aro Abdoulaye
Saré Sokhna (Biaro Sokhna)
liore Hamady
Saré Sambayel
Teyel Faring
iang Tely
Dinguiraye
Trao
thiang Laddé
Kopara
ocounda Woudou
Darsalam Bocar
Sare Diaobé
Netto Hogo Mballo
Barricounda
Saré Hogo
H1 Sinthiou Mamady Balde
NKANE

http://sig-tierssudbeydaare.sn/